

N° 29
BIMESTRIEL
DECEMBRE 1985
20 F

AGORA

LIBERTAIRE

**SYNDICATS
LA CLASSE
SE CASSE !**



- La face cachée du Goulag
- Boycoter Prétoria raciste
- Au revoir Julian Beck

PEUT-ON CONDAMNER POUR ASSISTANCE A LIBERTE EN DANGER ?

Il semblerait que oui, puisque les procès des antifascistes toulousains ayant eu lieu le 6 novembre, les peines se sont étayées de 3 mois avec sursis à 4 ans, dont 2 avec sursis.

« Le juge a cogné fort », disent les uns, « verdict modéré », disent les autres. En tout cas, on ne peut se réjouir d'être condamné, et laisser 2 copains en prison pour plusieurs mois au moins ne peut être considéré comme une victoire.

Pendant ce temps, le F.N. et l'extrême droite continuent à se frayer un chemin non négligeable dans la course aux suffrages. Mouvement qui ira crescendo jusqu'en mars 1986.

Le Pen a beau baisser le ton outrancier des propos tenus à la « fête Bleu, Blanc, Rouge » du Bourget pour se cantonner dans un discours plus électoraliste, nul n'est dupe du rôle pilote de son mouvement dans la diffusion et le développement des idées racistes et xénophobes.

Le mouvement de soutien qui s'est développé autour de l'arrestation, de l'incarcération et du procès des copains a été important, étendu géographiquement, tant par le nombre et la qualité.

Nous remercions tous ceux qui y ont participé, espérant en même temps que tous ceux qui se sont retrouvés autour de cette affaire resteront mobilisés pour que l'année prochaine et, dans un avenir plus lointain les idéaux de l'extrême droite ne deviennent pas une réalité.

Il faut continuer à soutenir financièrement ces camarades en versant à : C.C.P. A Talavera 32 16 42 C Toulouse.



Directeur de Publication : Solon Amoros. Equipe de rédaction : Claude Ariso, Juanito Marcos, Michel Auvray, Jean-Louis Nadar, Tony Alvarez, Madi Nina, Denis, Serge Etarcos, Josy Gary, Solon Amoros, Violette Marcos, Cécile Bataillon, Marc Letondor. Correspondance : AGORA, B.P. 3098 - 31026 Toulouse Cedex. Tél. 61 59 24 01. Imprimerie : SACCO, 10, rue Gazagne, 31300 Toulouse. Tél. 61 42 03 30. Prix du numéro : 20 F. Abonnement : 5 numéros : 100 F (Etranger, DOM-TOM : 110 F. Par avion : 130 F). Abonnement de soutien : 150 F et plus. Pour tout versement : AGORA, CCP 3-716-17 Y Toulouse. Commission Paritaire : 62601. I.S.S.N. : 0245-3630. Dépôt Légal : à parution. Ont été mis à contribution pour ce numéro : Violette Marcos, Julie Desgranges, Serge Etarcos, Josy Gary, Michel Auvray, Tony Alvarez, Denis, Paul Astin, Ghislain Bellorget, H.L.M., Aline et Francis, Claude Ariso, René Martinez, O.L.T., Trempas, Michel Mathieu, H. Winter, Mark Deutch et les revues CIRA et Rivista A.



4

Entre le rêve et le cauchemar, la question se pose : la classe ouvrière est-elle devenue ringarde ?



31

La face cachée du goulag : à quoi peut bien servir l'exil intérieur soviétique ?

SOMMAIRE

PLEINS FEUX

- 4. Question : La classe ouvrière est-elle ringarde ?
- 6. Méciàs : La presse à réaction.
- 8. Syndicats : les nouveaux gestionnaires.

HEXAGONE

- 10. Afrique du Sud : friques et trocs.

LIBRE SERVICE

- 12. René Lourau : Oser être anti-populaire.

SANS FRONTIERE

- 14. Colombie : La poudre ou le café.
- 17. Grande-Bretagne : Brixton la colère !

SAUVAGE

- 20. Windscale : Les irradiés de Sa Majesté.

ARGUMENTS

- 24. Corazon Rebelde : Chili-sur-Seine.

NOTRE MEMOIRE

- 27. Living Theatre : Ici et Maintenant.
- 30. L'Acte : La dette au Living

COPYRIGHT

- 31. URSS : La face cachée du goulag.
- 32. Répression : Vol au-dessus du goulag.
- 34. Travail forcé : les « Chimistes » de Tcherepovets.

RUBRIQUES

- 9. Actuelles : des brèves qui en disent long.
- 19. Speed : partout ailleurs, c'est ici.
- 22. Kiosque : il pleut des livres.
- 26. Flash : culture ? Vous avez dit culture ?
- 35. Mégaphone : où, quand et comment ?

Photo couverture : Marc Letondor • Dessins : Olivier Le Trouher.

AGORA plus cher au prochain numéro !
Mais les tarifs d'abonnement n'augmenteront qu'à partir du 31 janvier 1986. ABONNEZ-VOUS, à 100 F par an, pour 5 numéros à 25 F.



Par ici l'abonné ! Eh oui ! On a l'air de se contredire à Agora. On sort un numéro spécial BD en couleur en plus de ce numéro 29. On a donc l'air de rouler sur l'or... Et on augmente le prix à l'exemplaire dès le prochain... L'explication est simple : nous devons répercuter les coûts de fabrication sur le nombre de ventes que nous espérons réaliser. Il nous faut, vu le nombre actuel, augmenter le prix de vente. Mais, ne baissant pas les bras, nous faisons encore un effort de promotion de la revue par un spécial Anarchicomix qui, en plus de faire un beau cadeau de fin d'année, élargira la vente de la revue aux Bédéphiles, jeunes ou pas, qui par force en entendront parler, on vous le garantit. On sait bien l'effort supplémentaire que représentent ces 5 francs de plus mais c'est le moment de faire abonner vos amis-pingres à l'ancien tarif.

**PLEINS
FEUX**
LA CLASSE !

LA CLASSE OUVRIERE EST-ELLE RINGARDE ?

DEPUIS quelques temps, mon facteur m'étonne. Déjà, il m'obligeait à l'appeler : « monsieur le préposé aux postes . Et voilà qu'hier, ajustant ses lunettes, il me lit un extrait du dernier serment de Maire, dans lequel il est dit : « La vieille mythologie selon laquelle l'action syndicale c'est la grève, cette mythologie a vécu ». Damned ! Le prolétariat aurait disparu, et je n'en saurais rien ?

DIX ans de crise économique. Dix ans de restructuration du capital. Adieu le vieux prolo, spécialisé, syndiqué, assuré de finir sa vie sur la machine qui connut ses premières manipulations d'apprenti. Le rideau est tombé. Cette image d'Epinal est passée à la trappe. Est-ce à dire que la classe ouvrière est en voie de disparition ? Voilà déjà un raccourci qu'aimeraient prendre certains...

ADIEU LES ANNEES 60 !

LES charbonnages ont inauguré une longue série. Depuis la fin des années 60 et surtout à partir de 70, la recherche du profit a conduit le patronat à restreindre les effectifs.



Pendant des années, le mouvement ouvrier a pu endiguer les volontés du capital. Mais depuis 1977-78, le rapport de force est inversé. Ce sont des bastions industriels entiers qui s'écroulent. Malgré la résistance ouvrière, la sidérurgie, l'automobile, les chantiers navals sont soumis à un « dégraissage » massif. La sidérurgie, toute seule, a perdu en 10 ans, 50% de ses effectifs ! Sur une période plus courte, de 82 à 85, ce sont 350 000 emplois qui ont disparu en France. Les conséquences de ce bouleversement sont considérables. Des régions ruinées, l'augmentation des chômeurs mais aussi la disparition progressive de toute une frange du prolétariat qui, par ses luttes, par ses acquis, avait marqué toute une période. Cependant, n'en déplaise aux futuristes, il n'y aura pas extinction totale de ce type d'ouvriers.

Que ceux qui restent, et ils sont aussi nombreux qu'en 1965, soient appelés et qualifiés autrement, leur rôle dans le processus de production reste le même. Seule la nature de leur activité change vraiment. Là se retrouvent des analogies avec une partie des emplois tertiaires aujourd'hui en plein essor. Ce secteur, entre 1960 et 1985, est passé de 46,4% à 58% des actifs. Encore faut-il affiner ces chiffres. Tout le tertiaire ne progresse pas. Ce sont surtout les activités de service (santé, travaux à façon, informatique et comptabilité, intérim, etc.) qui connaissent une augmentation.

L'originalité de l'ensemble de ces activités c'est qu'elles se déroulent dans de petites ou moyennes entreprises dans lesquelles travaillent surtout des femmes. Et c'est là que le patronat trouve le moins de résistance (et parfois de l'écho) face à la flexibilité qu'il propose ou impose. Que la modernité ambiante mette en avant les « séductions » de ce secteur, n'a rien d'original. Par contre, au-delà du discours dominant, tout prouve que la crise n'a pas bouleversé les structures sociales, sauf en ce qui concerne les ouvriers non qualifiés. La « restructuration » a plutôt contribué, semble-t-il, à stabiliser un proces-

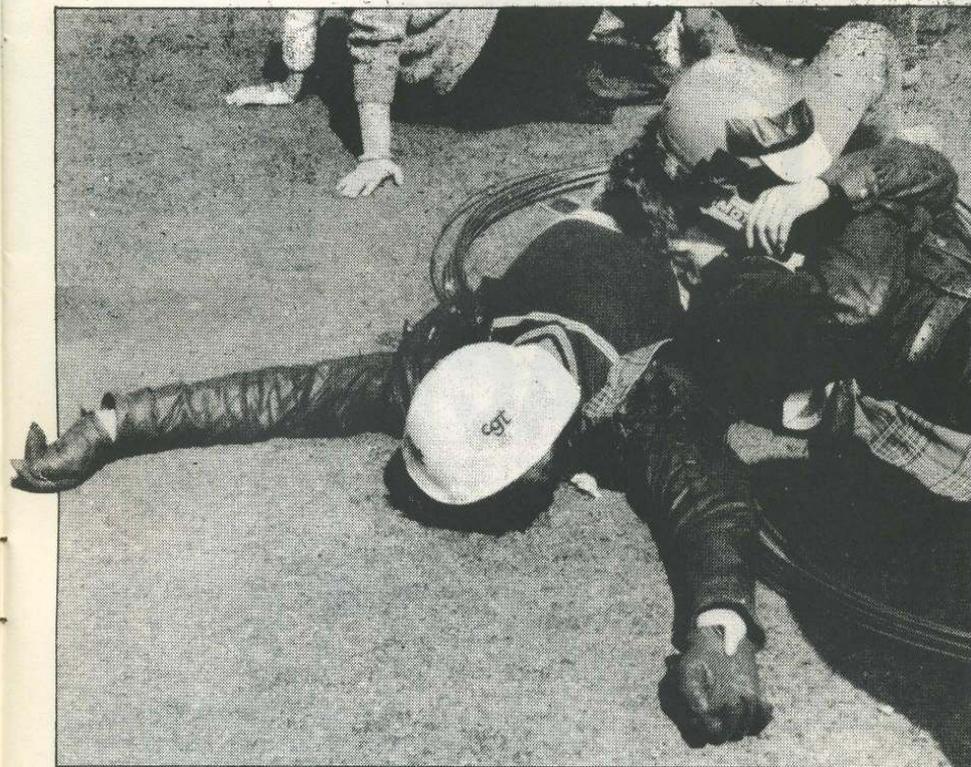
sus qui s'est mis en place surtout au cours des vingt dernières années.

LA PLAIE

LE chômage, dans son ampleur actuelle, est toutefois une nouveauté. La recherche des gains de productivité a provoqué un « dégraissage » qu'aucun patron ne songe à compenser par des créations d'emploi, fussent-elles dans les « mirifiques » nouvelles technologies. Aujourd'hui 2 087 000 chômeurs transforment le paysage social. Parmi eux, la moitié sont des femmes et 792 000 d'entre eux ont moins de 25 ans. Encore faut-il ajouter à ces chiffres les 270 000 tuc. La fonction de cette main-d'œuvre potentielle est multiple. C'est, d'abord et toujours, un moyen de freiner la baisse du taux de profit (je cite de mémoire... mais vous avez forcément le bouquin de référence...). C'est aussi un moyen de gérer différemment la main-d'œuvre. En effet ces chiffres sont aussi le résultat du développement du travail temporaire, de la croissance extraordinaire des contrats à durée déterminée. Les chômeurs non seulement sont un moyen, pour le patronat, d'assainir l'entreprise, mais aussi de mieux intégrer, dans la classe ouvrière, les grands thèmes de la précarisation de l'emploi. Et ceci à une vaste échelle.

LA CRISE DES REVENDICATIONS

SILS structures sociales ont relativement peu bougé depuis quelques années, les changements intervenus dans les activités et un rapport de force favorable au patronat aujourd'hui, modifient les expressions revendicatives du prolétariat. Plusieurs facteurs ont contribué, depuis 8 ans, au recul du mouvement ouvrier. Désunion syndicale, illusions social-démocrates, intégration d'une certaine idée de la crise économique, tout ceci entre autres, a émiétié la combativité.



La grande messe
du mois d'octobre
n'a rien changé.

Il y a alors discordance non pas entre deux classes ouvrières, mais entre les revendications.

Dans toutes les luttes actuelles, on retrouve les mêmes constantes ; morcellement, isolation. Que ce soient des grèves, des occupations d'usines, des négociations, chaque boîte se bat seule. C'est isolés que les salariés affrontent le patronat. Aucune centrale syndicale n'a, depuis des années, appelé à une solidarité active avec des ouvriers en lutte. Les actions « coup de poings » de la CGT en sont une parfaite illustration. Et la grande messe du mois d'octobre n'y a rien changé.

Il est vrai que les structures traditionnelles de lutte disparaissent dans les vieux bastions. Pire, elles n'existent pas dans les PME qui se développent. Et c'est là que, sans tradition de lutte, sans mémoire collective, les salariés (re)découvrent ce qu'il faut, malgré tout, appeler une action revendicative. Mais celle-ci a fait sienne la précarité, la flexibilité de l'emploi. Dans un milieu essentiellement féminin, matraqué par l'idéologie matrimoniale, les patrons jouent sur du velours.

Il y a alors discordance non pas entre deux classes ouvrières, comme vou-

draient nous le faire croire les partisans de la « société duale », mais entre les revendications. Si toutes ont pour point commun surtout les salaires et souvent l'emploi, elles ne trouvent pas de thème unifiant. Une seule revendication fut porteuse de ce caractère ; ce fut le mot d'ordre des ouvriers de Talbot : « Zéro licenciement, les 35 heures pour tous ». On sait ce que les syndicats (notamment la CGT) et le patronat firent de ce conflit. A l'heure actuelle, seules des revendications unificatrices de ce type pourraient modifier le rapport des forces.

LES GREVES POUR LA « DIGNITE »

DEVANT le recul des structures collectives de lutte, et les modifications intervenues dans les syndicats, certaines actions soulèvent des problèmes. Il en est ainsi de la dernière grève des cheminots en octobre dernier. Ce fut une action spontanée qui se déclencha dans ce secteur fortement

syndicalisé et ceci depuis longtemps. Parti de Savoie, le mouvement se répandit très vite sur tout le pays. A l'origine du conflit, le refus de l'examen de sécurité. Il est sûr qu'une telle mesure était inepte mais la réponse des cheminots porta globalement sur la défense de leur seule dignité et non sur la nécessité de maintenir ou de créer des emplois. Il est à craindre que le corporatisme dans ces conditions ne se développe et n'envahisse l'ensemble de la classe ouvrière.

En conclusion il serait dangereux, voire inepte, de tirer à partir de ces quelques données des avis péremptifs sur l'avenir. L'histoire de la classe ouvrière, depuis 1936 et même avant, a connu bien des évolutions. L'adaptation forcée au fordisme avait provoqué des bouleversements considérables. C'est à un changement de même nature auquel on assiste aujourd'hui. Quant à la démobilité actuelle, elle peut être déverrouillée, en partie, en 1986. Mais alors d'autres problèmes surgiront. □

V. Marcos

**PLEINS
FEUX**
LA CLASSE !

LA PRESSE A REACTION

LES médias nous avaient habitués, malgré les reportages-Zitrone de sacres, enterrements, mariages royaux ou défilés militaires, à faire un peu de journalisme. Quand un fait divers intervenait, au milieu de la salade sanglante, on avait quand même droit à l'expression des acteurs, des témoins des faits.

LES FAITS D'ABORD, COCO

La grande filiation du « 5 colonnes à la une » avait donné des lettres de noblesse aux reporters qui couvraient l'événement en l'éclairant du point de vue des protagonistes. C'était au temps où l'on dissertait sur la recherche de l'objectivité, le pluralisme d'opinions. Le débat d'école individu/société s'exprimait par l'alternance entre l'interview sur le terrain et la globalisation du sujet. L'information était un tout dans ses deux aspects : enquête sur les faits plus commentaires et conjectures.

Dans les faits divers, Bruay-en-Artois, le pull-over rouge, les affaires Dominici et Portal, pendant plusieurs étés ont retransmis à la fois les communiqués des juges d'instruction et les déclarations des « proches ».

Dans cette période où la presse, malade du pouvoir, voulait se voir elle-même un pouvoir, on a même vu des journalistes montrer des luttes à la première personne. Dans les luttes sociales, en étant informés



des raisons de ceux qui se battaient, de leurs revendications, leurs aspirations, des moyens qu'ils se donnaient, nous pouvions comprendre les LIP, les filles de chez Furon, les OS de Talbot ou les éboueurs maghrébins.

LA PAROLE EN DIRECT

AVEC le changement de cocher politique, des journalistes ont même cru que c'était arrivé. Souvenons-nous de Langlois, qui, à 13 h, en direct à la télé, faisait son journal en public, donnant le micro et l'image au citoyen qui les prenait...

Les tentatives de souffle nouveau se multiplient timidement. Les Droits de réponse, les inconnus médiatisés, tout cela semble virer des écrans les zombies politiques et leurs « petites phrases ». Mais, holà ! Il faut revenir aux choses sérieuses : la crise est là et il faut expliquer autant

qu'informer. Grace de Monaco est décédée et faut pas en rigoler !

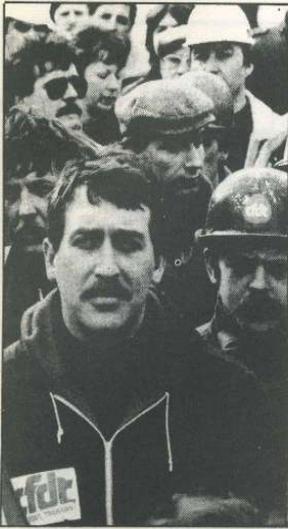
Il y a surtout ces années 80 qui nous torquent le cou. Critiquer, ça va bien 5 minutes, mais les gens qui informent, comme les nouveaux philosophes, sont des gens responsables et ne sont pas là pour jeter de l'huile sur n'importe quel feu.

Quand le fantôme de la modernisation s'est mis à faire culpabiliser tous azimuts, parce que c'est fatal et que ce sont les mentalités qui la freinent, le journaliste devient pédagogue.

LA CRISE DE LA CRITIQUE REMPLECE LA CRITIQUE DE LA CRISE

POUR parler d'une grève, maintenant, on en chiffre le coût ; pour l'économie évidemment, pas pour la gamelle du gréviste.

ENFIN, la presse ne culpabilise plus. L'événement est malléable. La classe ouvrière n'a pas l'initiative politique, les médias peuvent qualifier les écolos de « rêveurs », les licenciements de restructuration, les manifestations de « ringardises »... Leur porte-plume ne prend pas de vertiges. La déontologie se porte bien, merci.



Quand les syndicats d'EDF coupent le courant, c'est le CNPF ou le SNPMI qui s'indignent en direct pour réclamer des sanctions, voire des dommages et intérêts...

Quand les centres de tri sont en lutte, c'est l'horreur devant le corporatisme des postiers, la nuisance pour l'usager et le terrain préparé pour la réquisition militaire...

Aka Gazzi, c'est fini : Si des travailleurs se mettent à lutter, ce n'est plus eux qu'on entendra, c'est leur patron bien exploré ou agressif, pas pour ses intérêts bien sûr, mais pour le consommateur. Pour faire bonne mesure, on interrogera un sociologue pour nous expliquer le pourquoi du comment, même le représentant d'un syndicat opposé au mouvement ; au mieux (sic) le secrétaire général de la confédération sera interviewé entre deux meetings ou deux déjeuners...

Et le commentaire concernera la tactique de cette organisation, la stratégie du parti pour qui elle roule, les évidentes complications politiques qui en découlent pour les prochaines élections... Tes revendications, mon gars, tu te rends pas compte du ram-dam que ça fait... Il te faut un public-relation...

IL FAUT MO-DER-NI-SER

Il faut éliminer. Vider les métaux !... Maintenant, tu te bats pour le maintien de l'emploi, t'es ringard : Tu perds tes journées de grève sur un salaire déjà précaire, les spécialistes de la communication dissertent sur ta responsabilité à la nécessaire mutation technologique, la restructuration industrielle et le passéisme des mentalités ouvrières qui s'accrochent à un outil non rentable. Faut aller au Japon, mon bonhomme : Le critère, c'est l'économie ! Le social, il en faut, bien sûr, d'ailleurs on va essayer. Mais on te promet rien quand même. Parce que l'environnement, les contraintes extérieures, la montée du dollar, la baisse du dollar, la compétitivité sur le marché, naninana...

Donc, exit le journaliste hérité du reportage sur le terrain, dans le social en tout

cas. Ça c'est juste bon pour les résistants afghans, les valeureux Polonais, les familles de mineurs éplorées ou les Mexicains catastrophés. Même le Liban maintenant ça fatigue : c'est l'AFP qui s'y colle, et puis y a plus de Français ou si peu, alors...

Dans les rédactions, on préfère désormais maîtriser l'événement. Une idée géniale : d'un côté les spécialistes pour l'étranger, le dollar, le lait, la sécheresse, les inondations et autres magazines ; de l'autre les « coups fumants »...

L'ÉVÉNEMENT QUE VOUS ATTENDEZ TOUS

Face à face. Le revoilà. Le Pen face à la presse.

Les idées de Le Pen, on le sait ne sont pas neuves. Elle gagnent du terrain dans les sondages depuis 3 ans. Le simplisme outrancier du programme et la bête de scène ratissent les Dupont-Lajoie dans une râlerie xénophobe. Les médias en rendent compte. Puis, pourquoi pas, s'en font un événement. Jean-Marie Le Pen à l'Heure de Vérité. On va voir ce qu'on va voir : les journalistes indépendants qui coupent, contredisent, piègent les ministres, vont nous dégonfler la baudruche...

Eh bien ; non ! Le Pen fait et dit ce qu'il veut devant des « plumes » qui pètent de trouille ; il crève l'écran, même si tous les démentis des AFP, Monde, Nouvel Obs., l'Événement ou Libé prouvent qu'il a menti, Le Pen a profité du non-événement annoncé à grands fracas : un direct à la télé regardé par des millions de gens, où il se paye le luxe d'apparaître en victime de machinations...

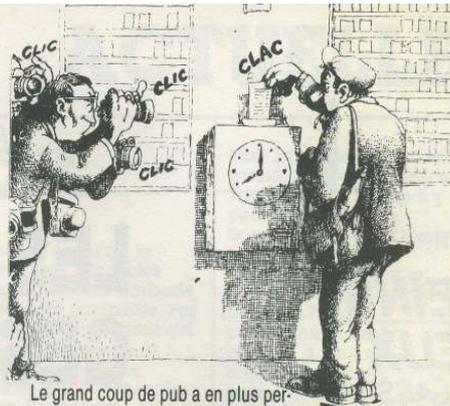
L'AFFAIRE DU « WATERPEACE »

Les faits : un bateau de Greenpeace est coulé par l'explosion d'une mine dans le port d'Auckland. Cette mine serait posée par des plongeurs des services secrets français. Greenpeace allait faire campagne contre les essais nucléaires français dans le Pacifique Sud.

Que veut Greenpeace ? Pourquoi ? Comment agissent-ils ? Qui sont-ils ? Cela justifie-t-il ce terrorisme d'Etat ? Comment le pouvoir a-t-il décidé de plonger en eau trouble pour saboter au risque de tuer ? Quel est l'enjeu ?

Que va-t-il se passer demain si des pacifistes ne peuvent plus exprimer, même de manière non violente, leur désapprobation des choix d'un Etat ?

Autant de questions qui sont devenues : Qui a donné l'ordre, qui le savait, qui va écopier ? Qu'en pensent les sondages, et les politiciens, qui va crier à l'Assemblée, Tonton va-t-il être mouillé, etc. Que Heru démissionne et on passe à autre chose. On s'est donné l'illusion du 4^e pouvoir à la Washington-Post.



Le grand coup de pub a en plus permis de situer quelques éditorialistes parmi les non-aimés du facho. Quel honneur pour un écrivain de gôche d'être ainsi conspué par lui !

De ses idées, de son impact, de ses tactiques, de sa base sociale, rien n'est démonté. On n'a retenu que ses outrances de langage qui en feront l'invité obligé des petites phrases du week-end.

Et Fabius-Chirac, tous les jours, quatre fois par jour, tu peux pas manquer ça. C'est l'événement de la rentrée.

Beurk, y en avait un de gauche dans les deux ?

Et même à cette occasion, il a fallu attendre les verdicts des gâtte-papiers pour obtenir un score... Le dépouillement en quelque sorte...

ALLO SVP QUESQU'Y DISENT ?

Et pourtant, à les en croire, le vrai événement, c'est nous, le bon peuple, qui le faisons.

En effet, le moteur déterminant pour un dossier, un article, ou une enquête se résume par : selon un sondage de la SAFES effectué sur un échantillon représentatif de la population, X% de la population ne se fout pas complètement de l'émission « Les animaux du monde ».

Je t'informe, tu me lis, on se sonde...

Toujours est-il que le « rabot » médiatique emporte un copeau à chaque passage. Si nous n'y prenons pas garde, on ne verra bientôt plus la différence entre des journalistes qui, enfin, « peuvent se faire la CGT » puisque le PC qui en tire les ficelles est marginalisé, et une authentique offensive réactionnaire exorcisant le spectre de la lutte de classes. D'ailleurs, des fois, je me demande... Surtout que la CGT semble apprécier le côté « forteresse assiégée » en direct...

A les entendre, c'est fait, les Français sont réconciliés avec l'Entreprise, les entrepreneurs, même le profit ; les grévistes sont des râleurs d'un autre âge ; le bon syndicaliste, c'est le poli qui est réaliste et qui propose des aménagements de la crise dans l'ambiance feutrée des réunions de travail, pas celui qui les dénonce...

D'après un sondage dont les résultats sont durables, ceux-là, la grande majorité des travailleurs a quand même l'impression persistante de se faire avoir quelque part. □

Serge Etarcos

Je t'informe, tu me lis, on se sonde...

**PLEINS
FEUX
LA CLASSE !**

LES SYNDICATS GESTIONNAIRES

DE Krasucki, couvert de cartons rouges, à Maire, qui passe sans cesse la balle à l'équipe adverse, le match syndicats-patrons défie toutes les règles classiques de la stratégie. Les plus vieux supporters qui en ont pourtant vu bien d'autres, en sont tout décontenancés. Les gradins se vident et des joueurs quittent le terrain, éccœurés.

LA France n'a jamais été un pays de très forte syndicalisation. Mais la quasi-totalité des luttes ont été drainées, dans un sens ou dans l'autre, par les syndicats. Or, si, en 1973, ils regroupaient 23% des salariés, les voilà réduits aujourd'hui à la portion congrue. Il est même impossible d'avancer un chiffre sérieux dans ce domaine. On peut toutefois estimer que la chute serait de 10% par an. Une catastrophe en somme...



LA crise est dure. Les centrales, en perdant leurs adhérents, perdant non seulement de l'argent mais aussi et surtout de la représentativité. Pour pallier à la désyndicalisation, les syndicats ont réagi plus ou moins vite. La CGT est celle qui, malgré les proclamations de son dernier congrès, a le plus de mal à trouver des parades. Il y a deux raisons essentielles à ses difficultés. D'abord le fait que la CGT dépende structurellement des bastions industriels traditionnels les plus touchés par la crise et ensuite son assujettissement aux orientations politiques du PC. Ce dernier élément contribue aujourd'hui à occulter momentanément tous les thèmes « modernistes » de la centrale tels, par exemple, ceux qui étaient développés par la section CGT Talbot lors du conflit. La CFDT aurait plutôt des problèmes inverses. Tournée résolument, depuis 1977, vers l'adaptation au capitalisme, elle doit rompre son image de « syndicat-gouvernemental » d'ici quelques mois. Par des moyens divers, les deux centrales les plus représentatives, tentent de trouver le ton, l'image pour endiguer l'hémorragie d'adhérents qui les touche.

ON EFFACE TOUT ET ON S'ADAPTE

LES cibles choisies pour accroître le nouveau champs de syndicalisation sont les PME, les femmes (peu), les jeunes. Les chômeurs et les immigrés ne sont plus l'objet des soins attentifs des syndicats dans la mesure où ils ont su créer peu ou prou leurs propres structures (Maisons des Précaires, SOS Racisme, etc.)

Les caractéristiques de ces différents secteurs ont ainsi fait évoluer le discours revendicatif. Dans ce domaine, encore une fois, la CFDT a trouvé les meilleures formules. Dans la bouche de Maire les thèmes modernistes sont libéraux, a-historiques, péremptores comme un sermon religieux. Il a le ton de l'immédiat. Il vend la dernière mode, celle qu'il « faut absolument porter ». Tout ce qui peut donc aider à comprendre le présent,

à l'infléchir dans un mouvement historique est banni, ou pire, fait l'objet d'une excommunication. Après avoir poussé dans les poubelles de l'histoire le prolétariat et l'autogestion, la grève subit le même sort puisque : « La vieille mythologie selon laquelle l'action syndicale c'est la grève, a vécu ».

LE SYNDICALISME DE SERVICE

FACE à la désyndicalisation, les centrales, à des degrés divers, réorientent leurs fonctions. On assiste ainsi à une professionnalisation accrue des cadres syndicaux appelés de plus en plus à cogérer, de fait, le fonctionnement des entreprises. Même Obadia (CGT) le dit clairement : « Nous travaillons sur les nouveaux rapports entre aspirations individuelles et défense collective, sur la volonté profonde des salariés d'être activement partie prenante dans l'organisation du travail... Cela implique une relation féconde entre revendications et interventions dans la gestion ».

Ceci s'accompagne d'une tentative de diversification des activités des syndicats. Certains sont depuis très longtemps engagés dans ces secteurs (banques, assurances, loisirs, tourisme social). Tel est surtout le cas de la FEN et à un moindre niveau de la CGT. C'est donc surtout la CFDT, en retard sur ce point, qui se lance dans cette bataille. Son dernier forum « Turbulences 85 » le montre bien. Elle y avait invité des groupes musicaux, SOS Racisme, des patrons. Mais dans les stands, la presse syndicale était amplement supplantée par des pubs vantant tantôt des loisirs, tantôt des mutuelles et pourquoi pas des banques.

La pente de la « modernisation » est désormais bien entamée. Le syndicalisme à la FO gagne des points partout. Conjoncturellement, la CGT semble être la seule à freiner des quatre fers. Il est dommage que les raisons qui la poussent ne soient que politiciennes. Dans tous les cas, des tendances difficilement réductibles semblent aujourd'hui avoir été prises par les centrales ouvrières. □

Julie Desgranges



ANTIRACISME : UNE MARCHÉ PEUT EN CACHER D'AUTRES

Ils sont partis nombreux vers un même but, animés par une même volonté : « Pour l'égalité des droits et contre le racisme », mais le rendez-vous au départ de Bordeaux était décalé de deux jours. Ainsi « les potes » de SOS Racisme et les « Beurs civiques » (regroupant diverses associations de jeunes franco-maghrébins) n'ont pas réussi à effacer leurs différends pour marche ensemble vers Paris. Les premiers, par désir d'hégémonie, n'ont pas laissé de place aux beurs civiques pour se reconnaître dans leur mouvance. Loin de ces deux marches, des exclus écœurés, ne se retrouvant dans aucune d'elles, tourment le dos à un éventuel espoir de rencontre unitaire pour se diriger vers le « no man's land » entre la France et l'Espagne, afin de se dénaturer et planter un drapeau qui aura la couleur de leur espoir. A Lyon, une frange de « Jeunes Arabes Lyonnais et de sa Banlieue » (JALB) rejetant catégoriquement cette forme de parade, manifestent une volonté provocatrice de casser avec l'étiquette Beur pour tenter

d'affirmer leur identité Arabe (!). Face à la montée permanente du racisme, nous ne pouvons qu'espérer mobiliser toujours plus de gens contre ce fléau. Nous sommes nombreux à lutter dans le même sens, mais désarmés aujourd'hui devant ces deux marches. Faisant fi des différences réelles et justifiées qui ont créé cette situation, en tant que libertaires, nous ne pouvons que refuser de voir s'effriter un mouvement anti-raciste, à cause justement de différences qui ne devraient a fortiori qu'enrichir cette troisième marche à condition qu'elle soit unitaire. Il est encore temps de changer le cours des choses. Regroupons toutes nos forces pour avancer vers une seule manifestation unitaire et donnons-nous un nouveau rendez-vous pour la fête finale à Paris. □

J. G.

ON S'ASSOCIE ET ÇA MARCHE AUSSI

Rouen, le 28 février 1985, cinq jeunes du quartier des Sapins sont rafés par la police. C'est le début, pour eux, d'une nuit de tabassage, brimades racistes, tortures (sexuelles et autres). Ils déposent plainte contre X et après le silence qui a suivi le début de l'affaire, les langues se sont déliées dans la cité ghetto et il est devenu évident que les violences policières sont monnaie courante à Rouen. Parallèlement, la presse régionale Hersant (« Paris Normandie »), entame une campagne de dénigrement des cinq jeunes ayant porté plainte, les traitant de loubards, délinquants, voleurs de voitures et autres mensonges flagrants. Campagne dont le but était de blanchir la police à la mode de chez nous ! « La Banane à Mûri », Association multiculturelle des Jeunes qui luttent pour les sortir du ghetto, constitue un sérieux dossier. Soutenue par le Collectif Unitaire anti-raciste et pour l'égalité des droits, ils entament une campagne de contre-information et de soutien aux 5 jeunes, dénonçant le racisme et les violences policières. 8 mois après, leurs efforts ont payé et c'est 12 flics du commissariat central qui sont inculpés. L'union, ça marche. □

Denis

SOCIALISME ET BARBARIE

Savez-vous ce qu'est la N.B.I.P. ? Non ? En toutes lettres, la Nouvelle barbarie intellectuelle panthéiste. Pas plus ? Là voilà, pourtant qui plane sur l'hexagone et s'insinue dans tous les interstices que lui offrent les médias. Ce sont ces convergences, très discrètes, que l'on peut repérer entre les affirmations d'une Nouvelle Droite intelligente et d'une Nouvelle gauche à la dérive. Ces « ambiguïtés idéologiques » sont le thème d'une excellente analyse d'Yves Plasserand, parue dans la revue antifasciste « Article 31 ». La fin des repères idéologiques a déporté les intellectuels, traditionnellement de gauche, vers des sentiments, plus que des idées, qui s'ouvrent largement sur les constructions savantes de la droite. Le retour à l'individualisme, à cette « fertile inquiétude » du nihilisme, à la dérision, au dandyisme dilettant, que partagent ces nouveaux « maîtres à penser » (les Sollers, Matzneff, Michel Le Bris, Moscovici et autres romantiques), risquent de venir enrichir « le terreau où prendra forme une nouvelle barbarie ». Dans cette influence réciproque, le « plus troublant est le fait qu'aux questions suscitées de bout en bout, la Gauche intellectuelle n'a plus de réponse à proposer : elle sait ébranler, semer le doute, elle ne construit pas. La Droite intellectuelle, elle, qui adroitement attend son heure, espère le moment venu, récolter les fruits de sa patience ». □

T. A.

AVEC LES INSOUMIS

« Libérez les insoumis ! » : la banderole n'est pas restée longtemps déployée sous l'Arc de Triomphe, les flics intervenant prestement pour conduire les militants au commissariat. Actions à Saint-Michel, galas de soutien, rassemblement place Vendôme, dépôt de pétitions au ministère de la Justice,.... ces dernières semaines ont été marquées par la multiplication de manifestations de solidarité aux insoumis embastillés.

Mais la presse, la « grande » presse, n'en a pas pipé mot. Trois insoumis libérés il y a peu (Patrick Aguilar, Dominique Seel et Thierry Maricourt) étaient notamment présents au procès de leur camarade Christian Frigoult condamné, à Rennes, le 22 octobre, à neuf mois d'emprisonnement. Et, là aussi, la « grande » presse, conformiste ou moderniste (et vice-versa) a gardé le silence sur la répression et la solidarité. La « grande » presse a sans doute mieux à faire. Nous conter par le menu les déboires de certains des agents terroristes de l'Etat, par exemple. Ou faire soumoisement avaliser la politique nucléaire d'extermination massive. Voici revenu le temps du bourrage de crâne. A grande échelle, avec des moyens fantastiques. Il ne reste plus aux médias qu'à faire passer les deux militaires détenus en Nouvelle-Zélande pour des victimes-ayant-obéi-aux-ordres, et le tour sera joué. Les réfractaires incarcérés pour avoir, précisément, refusé d'obéir aux ordres de



la pieuvre kaki, ne peuvent, eux, compter que sur la solidarité active d'un petit nombre d'antimilitaristes. La vôtre. Trois adresses, un stylo, du papier, et la brèche pourra s'élargir un tout petit peu plus dans le mur du silence qui les entoure. Jean-Pierre Gauthier (écrou 16 106, Maison d'Arrêt, 2, rue de l'Abbé Didelot, 54035 Nancy Cedex) et Christian Frigoult (écrou 7251, Maison d'Arrêt BP 6 A, 35031 Rennes Cedex) sont encore détenus. Et, pour prendre part aux initiatives ou en proposer d'autres, on peut contacter le Comité de soutien aux insoumis à l'adresse du « Monde Libéraire » : c/o Publico, 145, rue Amelot 75011 Paris). □

M.A.

NEGOCE

TRIQUES ET TROCS

AYANT annoncé, l'été dernier, l'arrêt de tout nouvel investissement en Afrique du Sud, Fabius faisait savoir, récemment, que les contrats charbonniers ne seraient pas renouvelés...

Plus de quatre ans après leur accession au pouvoir, les socialistes auraient-ils, enfin, décidé de « moraliser les relations internationales », comme ils le promettaient avant le 10 mai ?

LE régime raciste de Prétoria monte le ton : extension de l'état d'urgence à quatre nouveaux districts et interdiction aux médias de couvrir les événements dans les 38 districts soumis à la loi d'exception. Faisant mine de confondre effets et causes, P.W. Botha affirme que la radicalisation des actions des Noirs est due, non pas à son intransigeance, mais à la présence de photographes et de caméramen... Prétoria pourra ainsi poursuivre le massacre loin des témoins gênants.

Malgré les protestations des journalistes, les démocraties occidentales ne se sont guère émues face à ces mesures. Il est vrai qu'elles ont des intérêts à défendre au royaume de l'apartheid, et non des moindres.

COMME LARRONS EN FOIRE

LES investissements français ne représentent que 5 à 6 % du montant total des investissements étrangers en Afrique du Sud (contre 50 % pour la Grande-Bretagne, 23 % pour la RFA et 17 % pour les USA). Dans ces conditions, seul un train de mesures touchant à tous les domaines de la collaboration franco-sud africaine serait de nature à ébranler Prétoria. Au contraire, Fabius annonce deux mesures des plus timides, spectaculaires mais de portée minime.

L'arrêt de tout nouvel investissement, annoncé le 24 juillet dernier, ne constitue nullement une sanction réelle. D'autant que le montant des investissements français était précisément en régression depuis plus d'un an et que Paris

s'empressait de préciser que les contrats et accords antérieurs à la date seraient honorés.

Quant au non-renouvellement des contrats charbonniers arrivant à échéance le 31 décembre 85, que faut-il en penser ? Il était prévu de longue date que le contrat d'EDF passerait en 1986 de 3,5 millions à 1 million de tonnes. Les importations de charbon qui devaient donc passer de 5 à 3 millions de tonnes passeront à 2 millions. Décidément, Fabius se donne bonne conscience à très bon compte... Adoptant, à l'intérieur de nos frontières, une politique anti-immigrés frisant la xénophobie, il jette en pâture à son électorat deux mesures ridiculement limitées...

Et pourtant, les domaines de collaboration avec Prétoria ne manquent pas, comme en témoigne le simple panier de la ménagère :

L'APARTHEID EST PARTOUT

Voici une liste, non exhaustive, de produits de consommation courante importés d'Afrique du Sud :

- Fruits : Outspan, Westphalia, Cape.
- Conserves : Sun Dor, Gold Dish, Singora, Majestic, DC, Libby's, Régina, DKL, Southern Pride, Bayerwald, Gold Reef, Silver Leaf, Summit, KCO, Armoor, Kloof, Pearl.
- Vins et spiritueux : Fleur du Cap, Sainsbury, Stellenbosch, Huguénot Héritage.
- Tabacs : Rothmans.
- Confiseries : Rowntree's.



« Levée immédiate de la censure »

AH ! LES BONNES AFFAIRES !

COMME pour bien souligner les limites de l'arrêt de tout nouvel investissement, le lendemain même de l'allocation de Fabius Framatome faisait savoir que le second réacteur nucléaire de la centrale de Koeberg qu'elle a construite venait d'être couplé au réseau électrique sud-africain. Quant à la Régie Renault, elle précisait sans ambages que la décision gouvernementale ne l'empêcherait nullement « de faire des affaires » avec Prétoria.

Licences de fabrication d'armement (permettant ainsi de contourner l'embargo sur les ventes d'armes décidé en 1977) ; installations nucléaires et fourniture de

l'uranium enrichi ; livraison de pétrole ; exploitation du sous-sol de la Namibie occupée ; achat de charbon sud-africain... Les bonnes affaires de plusieurs dizaines de sociétés françaises, aussi bien publiques que privées, ne sont pas rares :

MARIANNE AU PAYS DE L'APARTHEID

• *Banques françaises faisant le plus d'affaires avec l'Afrique du Sud* : Compagnie financière Paribas, Compagnie financière Suez, Société Générale, Crédit Commercial de France, Crédit Lyonnais, département français de la Barclay's Bank.

• *Autres banques ayant aidé le régime raciste de Prétoria* : BNP, Crédit Industriel d'Alsace et de Lorraine, Crédit du Nord, Banque française du Commerce Extérieur, Banque de l'Union Européenne, Worms, Crédit Agricole, Crédit Industriel et Commercial, Crédit Chimique, Société Séquanaise de Banque, L'Alsacienne de Banque, Lazard, l'Européenne de Banque...

• *Parmi les 120 sociétés travaillant en RSA* : Total, Bic, Le Carbone, Air Liquide, Renault, Peugeot, Rhône-Poulenc, Merlin Gérin, CGE Alstom, Roussel, Kis, Michelin, Dassault, Creusot-Loire, Club Méditerranée, Tanneries de France, Guy Laroche, L'Oréal, Electrolux, Motobécane, Moulinex, CGM, Freyssinet, Guerlain, Télémeccanique, Spie-Batignolles, Dresser-France, Heurtey, Elf-Aquitaine, EDF, Charbonnages, Air France, UTA, Compagnie générale maritime, Compagnie maritime des Chargeurs Réunis, Framatag (groupe Empain-Schneider) et Inter-Agra (de J.B. Doumeng, en Namibie occupée).

ISOLER LE REGIME RACISTE

POUR faire plier Prétoria, encore faut-il une véritable volonté politique d'isolement total de l'Afrique du Sud. Dans ce sens, à l'initiative du Mouvement Anti-Apartheid (MAA, 46 rue de Vaugirard, 75006 Paris), près d'une centaine d'associations, groupes et organisations politiques ou syndicales ont signé une charte. Tout en précisant que les sanctions ne sont pas une panacée, les signataires estiment qu'elles sont le minimum dont



nous nous devons d'accompagner, de chez nous et à leur demande répétée? le combat des peuples sud-africain et namibien pour leur libération ».

Il reste à créer un rapport de force suffisant pour imposer à nos sociaux-capitalistes l'application des 12 mesures contenues dans la Charte. Et si, pour commencer, chacun s'y mettait, à son niveau, en évitant le fruit de nos importations ainsi que les marques de nos firmes exportatrices ? Chiche ! □

Paul ASTIN

Les affaires vont bien entre la France socialiste et Prétoria raciste. Urgence, boycott !

LES 12 POINTS DE LA « CHARTE POUR L'ISOLEMENT TOTAL DU REGIME D'APARTHEID SUD-AFRICAIN »

Les signataires estiment qu'il est impératif :

1°) que soient retirées toutes les licences de fabrication d'armement accordées par la France à des sociétés et au gouvernement sud-africain (...)
 2°) que le gouvernement français mette fin à toute collaboration nucléaire avec l'Afrique du Sud (...)
 3°) que soit appliqué un embargo pétrolier efficace contre le régime d'apartheid (...)
 4°) que le gouvernement français reconnaisse le Conseil des Nations Unies pour la Namibie et le décret numéro 1 de ce Conseil qui interdit tout pillage des ressources naturelles du sous-sol namibien (...)
 5°) qu'il n'y ait plus, de la part de l'Etat français, aucune forme d'incitation, ni aucune aide aux investissements en Afrique du Sud (...)

6°) que toute disposition soit prise pour inverser la tendance à la dépendance — artificielle — de notre pays par rapport au charbon sud-africain (...)

7°) que face à la propagation accrue de la propagande sud-africaine en France (...) le gouvernement français favorise la diffusion la plus large d'une véritable information sur l'apartheid (...)

8°) que l'Etat signifie aux agences de voyages qu'il contrôle de ne plus organiser de voyages touristiques au pays de l'apartheid (...)

9°) que le gouvernement refuse tout visa aux sportifs venant participer à des compétitions en France (...)

10°) que le visa soit également refusé à tout ressortissant sud-africain venu en France pour participer à des congrès scientifiques, à des manifestations culturelles (...)

11°) que le gouvernement ratifie la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid (...)

12°) que le gouvernement s'emploie à décourager l'émigration vers l'Afrique du Sud.

MATIERE GRISE

LOURAU : OSER ETRE ANTI-POPULAIRE

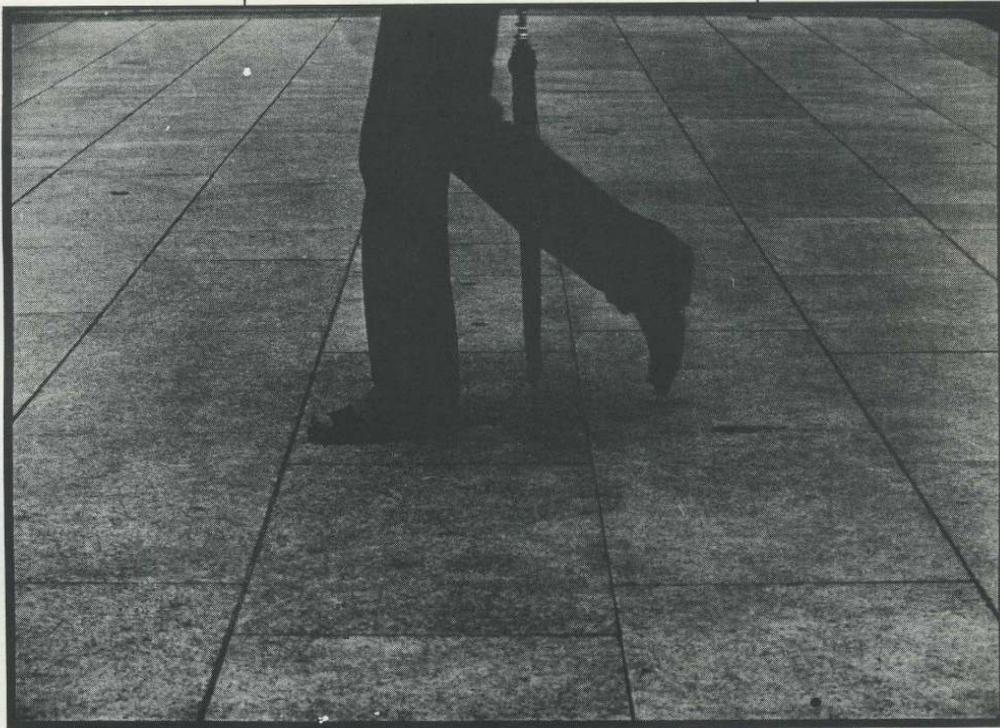
CRISE SUR LA CULTURE

« **L**E narcissisme et l'individualisme sont les nouvelles valeurs de la société contemporaine ». René Lourau, cinquante-deux ans, n'a pas le cœur à l'optimisme. « La crise sociale et politique que nous traversons ramène au premier plan les valeurs traditionnelles de la vieille bourgeoisie ; tous les acquis de ces dernières années semblent fondre ».

LUCIANO Lanza a rencontré René Lourau à Milan en juin dernier. Le cercle Pinelli organisait un séminaire consacré aux « avant-gardes entre l'institutionnalisation et l'autodissolution ». L'auteur du « *Lapsus des intellectuels* », de « *l'Autodissolution des avant-gardes* » etc., n'était donc pas là pour faire de la figuration mais, en tant que prof de sociologie des Institutions à l'Université de Paris, pour apporter ses « Lumières ». Au cours d'une pause, entre un sandwich et un capuccino, Lourau a livré à Lanza quelques-unes de ses réflexions.

Lourau ne regrette pas le « bon vieux temps », celui où prof à Nanterre en 68, il avait Daniel Cohn-Bendit comme élève. Mais il n'accepte pas non plus passivement la période actuelle qui est loin d'être une renaissance : « Le look, l'apparence sont assimilés à l'essence : look psychique, du comportement, du vêtement, tout exalte un individualisme exacerbé qui débouche sur son contraire, l'uniformité ».

Lourau s'arrête de grignoter un sandwich. Nous



sommes le 2 juin et, dans quelques heures, il retourne à Paris, après ces deux jours intenses de discussion : « à Paris, malheureusement, — ajoute-t-il après une gorgée de bière — je me retrouvais plongé dans un climat de racisme qui, de plus en plus, s'installe en France ».

La peur de la différence, ce désir d'uniformité qui prend racine dans l'individualisme bourgeois, voilà la base psychologique qui sert de base à cette flambée de racisme. Mais il est nécessaire de distinguer le racisme et la xénophobie.

DU RACISME A LA VICTOIRE DANS LES STADES

« CERTAINS étrangers qui n'apparaissent pas comme différents, n'ont aucune difficulté à s'intégrer dans la société française. Il n'en va pas de même pour les immigrés africains qui, en quête de travail, se retrouvent en situation concurrentielle avec les travailleurs français non qualifiés ». Et Lourau constate une convergence entre racisme de droite et de gauche qui est à l'origine d'une sorte de national-socialisme dans lequel le Front National de Le Pen a puisé largement.

Encore un petit bout de sandwich et notre conversation glisse sur un autre thème. Il y a quelques jours, la télévision a retransmis en direct l'épisode sanglant du stade du Heysel en Belgique. Lourau analyse globalement les phénomènes de violence : « le racisme est de la violence diffuse, les rencontres sur les stades représentent de la violence concentrée. La différence est purement topographique. Ceci pour dire que les lieux d'expression d'un phénomène social ne sont pas neutres. Les lamentations des autorités sportives (c'est la faute de la police, de l'Etat, du chômage et jamais du sport), même si elles ne sont pas totalement dénudées de sens, cachent la réalité. Elles cherchent à préserver une image pure de l'institution sportive. Faire croire, en somme, à un îlot de rêve, pur, hygiénique et musclé, entouré d'un océan de boue ».

Lourau, chef de file de l'analyse institutionnelle montre alors que le sport est un moment fondamental pour comprendre les aspects saillants de notre société.

« L'EMPIRE DU FOOTBALL »

LORSQU'on se réfère aux recherches de J.-M. Brohm, sur les jeux olympiques ou le mondial, « l'empire du football » et le sport de compétition, on voit bien qu'ils ne sont pas exempts de politique. A la base de l'institution sportive, il y a aussi peu d'« angélisme » que dans des institutions comme le PC ou l'église. « L'idéologie sportive — ajoute Lourau — joue un rôle fondamental : c'est une espèce de religion du salut universel, plus « catholique » que l'Eglise romaine. Sans cette idéologie nul Etat ne pourrait exister et ceci quel que soit son régime politique ou son mode de production ».

Cette affirmation me laisse un peu perplexe mais Lourau affirme : « Il faut comprendre — que dans le futur on ne pourra que s'étonner du silence des intellectuels face à l'institution hégémonique du sport le véritable opium du peuple ». « Qu'est ce qu'une institution se demande Lourau ? C'est la convergence entre une base matérielle et une idéologie et c'est aussi une capacité : celle de réunir une partie plus ou moins grande de la population, en la différenciant mais dans le but de lui conférer une cohérence, une identité : dans ce cas précis, d'un côté on a les sportifs, de l'autre la masse des supporters ».

Si l'on poursuit alors l'analyse, les sportifs de haut niveau et les dirigeants de club pourraient être comparés au haut clergé, alors que les sportifs du rang inférieur s'apparenteraient au bas clergé. Les supporters et les fans formeraient, enfin, la masse des fidèles.

Et nulle messe ne peut être célébrée si les fidèles sont absents, si les gradins sont vides. « Mais — admet Lourau — cette analyse serait partielle si l'on oubliait que les fidèles de l'institution sportive, et même une partie de son

clergé, sont des gens comme toi et moi.

Le même raisonnement est valable pour le racisme : si tu considères les racistes comme différent de toi, toi même tu es déjà un racisme. La violence meurtrière, dont ont fait preuve les supporters anglais est, donc, un analyseur de l'institution sportive. Et il est clair, que, si celle-ci se transformait, si elle rompt les chaînes qui la lient à l'Etat (et pas seulement à l'argent), les Hooligans iraient ailleurs se libérer de leurs inhibitions ».

Mais, alors, demandais-je, tu penses qu'il est nécessaire de mener une action politique dans le domaine du sport ? « Il n'y a aucun doute — répond Lourau — car les sportifs sont aliénés comme des esclaves de luxe, il s'agirait de leur faire prendre conscience de leur spécificité de cette aliénation. En 68, en France, des footballeurs professionnels occupèrent le siège de leur fédération. S'ils avaient été soutenus, si leur manifestation un peu particulière avait été comprise, cela n'aurait pas été vain et peut être aujourd'hui, serions-nous dans une meilleure situation ».

LA CRISE DE LA CREATIVITE

AUJOURD'HUI, après ce qui s'est passé à Heysel, Lourau est convaincu que tous les intellectuels de gauche, tous les militants doivent accepter le fait d'être délibérément « anti-populaire » ou « antipopuliste ».

L'allusion critique aux intellectuels français, nous amènent au dernier thème de cet entretien : depuis quelques temps le lieu culturel français ne produit pas grand chose d'intéressant si ce n'est les quelques « mode culturel » du printemps dernier. Bref, y'a-t-il crise de la création ? sarcastique Lourau sourit : « Il y a quatre ans, la dissolution de l'école freudienne a été le dernier événement culturel. La psychanalyse, avant cette auto-dissolution, s'était institutionnalisée et était devenue aussi vénérable et insignifiante que l'Académie Française. Après l'arrivée de la gauche au pouvoir, on a assisté à un retour en force de la philosophie. La socio-



logie, quant à elle, n'apparaît plus qu'à travers les discours rhétoriques de deux ou trois vedettes retombées en enfance).

Un peu incrédule, je demande à mon interlocuteur de préciser sa pensée. « Tout ne se réduit pas à ce schéma — répond-il, il y a aussi quelques trouvailles du gouvernement socialiste. L'une des meilleures a été la « nuit de la musique ».

Le 21 juin, toute la France a été autorisée à passer la nuit en musique. Ceci n'empêche pas mon voisin de prévenir la police lorsque mon fils joue du saxophone la nuit. Mais les délits du socialisme au pouvoir ne s'arrêtent pas là : il a renforcé et confirmé la domination d'« experts » de toutes sortes. Leur objectif étant d'éliminer une solidarité « demande sociale », mais, surtout, il s'agit pour eux de placer les « petits copains ». La situation n'est guère meilleure dans l'université ou la recherche. La bureaucratisation du monde, comme disait Bruno Rizzi, connaît une phase ascendante et si la bureaucratie de droite était au service du capital, celle de gauche continue, en pire : elle est aussi au service d'elle-même. □

Luciano Lanza



COLOMBIE

LA POUDRE

OU LE CAFE

UNE banderole barrait les rues de Bogota pour accueillir, dans un délire indescriptible, les coureurs colombiens du Tour de France : le café et le cyclisme sont l'orgueil de la Colombie.

Mais si la Colombie est le deuxième producteur mondial de café, cela signifie aussi pour les 420 000 exploitations qui le produisent — dont beaucoup de petits planteurs — une vie difficile dépendante de la rapacité des financiers qui fixent les cours à New York ou à Londres.



Popoyan - Colombie. Des enfants du bidonville. Familles qui vivent là depuis le tremblement de terre de 1983. Pas d'aide pour eux (Photo G. Bellorget).

C'EST ce qu'on appelle une situation néo-coloniale, qui ne vaut pas que pour le café, mais pour tous les aspects de la vie économique des pays d'Amérique Latine. La violence sociale a atteint ici un développement inégalé dans les pays latino-américains si l'on fait exception de ceux qui vivent en situation de guerre ouverte, Salvador et Nicaragua. Les pays européens agitent régulièrement le spectre de l'insécurité. Ils devraient apprendre à relativiser, à faire preuve de pudeur dans les excès verbaux appelant à une plus grande répression, d'autant plus qu'ils ne sont pas étrangers à cette violence sociale qui agite le Tiers-Monde (les chiffres disent qu'il y a plus de crimes dans ce pays de 28 millions d'habitants que dans les 17 pays d'Europe Occidentale réunis !). En Colombie, la violence a éclaté en 1948 avec l'assassinat d'un tribun libéral, Gaitan. Dans les 10 années suivantes, il y aura 30 000 morts, puis un pacte entre les libéraux et les conservateurs pour se relayer au pouvoir tous les 4 ans.

Désormais, la violence a atteint son rythme de croisière. On trouve aussi bien la violence des pauvres dans les villes (baptisés anti-sociaux) que celle des trafiquants de drogue, qui possèdent leurs armées bien équipées ; celle de l'armée, celle des justiciers de l'armée et de la police organisés dans un mouvement clandestin de tueurs, le M.A.S. (Muerte A Los Sequestradores = Mort aux kidnappeurs), enfin celle des mouvements de guérilla ou d'auto-défense. Quatre de ces mouvements ont signé un accord de cessez-le-feu avec le gouvernement : le M-19, les F.A.R.C. (PC),

l'E.P.L. et le Groupe d'Autodéfense Ouvrière. D'autres poursuivent la lutte armée, comme l'E.L.N., le Front Ricardo Franco ou le Groupe Quintin Lamé (organisation indigène). Le M-19 vient de dénoncer son accord et de reprendre la lutte armée.

LA NATALITE

LE problème de la natalité en Amérique Latine est un sujet délicat et controversé. Jusqu'à ces dernières années, on pouvait penser que les progressistes étaient des partisans du Planning Familial. Or, actuellement, on trouve des progressistes opposés au contrôle de la natalité. La première raison vient de la politique raciste et démagogique de Washington qui, par le biais d'organismes comme la Fondation Ford, applique un programme de stérilisation des femmes en Colombie par exemple, alors qu'en même temps des organisations proches de la réaction reaganienne s'en prennent aux centres de Planning aux U.S.A. et remettent en cause l'avortement. On comprend donc que des auteurs comme Eduardo Galeano, dans son excellent livre « *Les veines ouvertes de l'Amérique Latine* », se montrent blessés dans leur amour-propre de latino-américains par cette pratique hypocrite yankee. Mais il ne faut pas tout mélanger. Ce n'est pas parce que Hitler utilisait une brosse à dents que les anti-fascistes devaient détruire les brosses à dents. Et dans cette affaire il faudrait peut être d'abord demander l'avis des femmes concernées (et éventuellement des hommes s'ils étaient moins machos et pouvaient se sentir concernés). Or, ce qui est tangible, c'est surtout une demande des femmes qui ne trouvent pas de moyens anti-conceptionnels qui les satisfassent (les laboratoires européens envoient des pilules fortement dosées qui ne sont plus en vente en Europe) et qui ont compris qu'en attendant un hypothétique changement des structures sociales elles pouvaient améliorer leurs conditions de vie en réduisant le nombre de leurs enfants.

L'autre argument, plus facilement réfutable, consiste à dire que la partie peuplée de la Colombie (la Cordillère des Andes et la côte) ne représente que la moitié de ce territoire deux fois plus grand que la France, ou que l'immense plaine amazonienne pourrait faire vivre des millions de gens » (Jacques Aprile-Gnisset). « *Le Brésil a trente huit fois moins d'habitants au kilomètre carré que la Belgique* ». (Eduardo Galéano). C'est du délire. La Cordillère, zone peuplée, offre déjà le spectacle d'une nature mutilée qui connaît les mêmes problèmes que chez nous, en Europe, par l'emploi abusif des pesticides et engrais de toutes sortes (là encore les produits dangereux interdits depuis longtemps en Europe et aux U.S.A. —

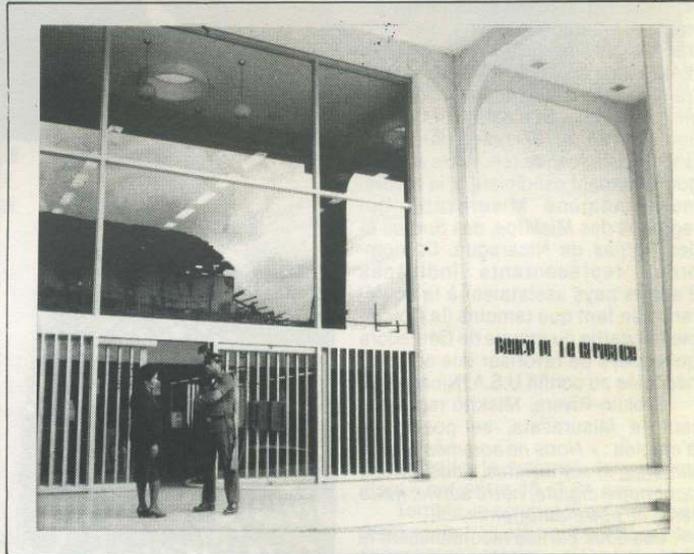
tels le D.D.T. — se vendent bien). La faune recule et la grande forêt disparaît. Il faudrait aussi parler des forêts de Belgique ou d'Allemagne, ou de ce qui en reste. Sans oublier que la colonisation des terres dépeuplées, c'est l'élimination plus rapide des derniers Indiens. Quand l'Europe cessera-t-elle d'être modèle de référence ?

POPOYAN

CETTE ville du Cauca, au sud de la Colombie, a été ravagée en 1983 par un tremblement de terre. Du fait que c'était une vieille

ville coloniale, très touristique, on en a beaucoup parlé. L'aide internationale a été considérable. Le séisme a eu lieu le Vendredi Saint. On n'a pas « jeté des pierres au ciel en criant Dieu est mort », comme dans la chanson de Jacques Brel. Par contre d'aucun ont reconnu la main du Malin et ont conclu à l'insuffisance de la foi.

On a donc reconstruit en priorité les églises... et les banques, vrais palaces modernes. Des centaines de familles vivent toujours dans de sordides bidonvilles, sous les bâches de plastique, le carton et les tôles. Le bon peuple qui participe aux grandes quêtes internationales ne fait souvent



Popoyan - Colombie. La banque qui, elle, a bénéficié pleinement de l'aide internationale (Photo G. Bellorget).



Nord-Pérou. Barrage sur une route des ouvriers agricoles qui récoltent le coton en grève (Photo G. Bellorget).

qu'augmenter la puissance des riches et par là-même augmente l'oppression (Somoza s'est énormément enrichi après le tremblement de terre au Nicaragua).

INTOX, MISKITOS ET COLOMBIE

LES indigènes de Colombie (Indiens) se sont organisés depuis 1971 en fondant le C.R.I.C. dans la Cauca (Conseil Régional Indigène du Cauca), puis, à l'échelon national, l'O.N.I.C. (Organisation Nationale Indigène de Colombie) dont le siège est à Bogota. Ils entretiennent des rapports suivis avec les autres communautés indigènes d'Amérique du Nord, d'Amérique Centrale, de l'Equateur, du Pérou, de Bolivie, du Brésil... Et c'est ainsi qu'a eu lieu, les 26 et 27 mars dernier, à Bogota, la seconde rencontre entre le gouvernement sandiniste et le mouvement indigène Misurasata, qui regroupe des *Miskitos*, des *Surnos* et des *Ramas* de Nicaragua. De nombreux représentants indigènes d'autres pays assistaient à la conférence en tant que témoins (la Colombie fait partie du groupe de Contadora qui essaye de favoriser une solution négociée au conflit U.S.A./Nicaragua).

Broklyn Rivera, Miskito représentant le Misurasata, se positionne d'emblée : « *Nous ne sommes ni sandinistes, ni somozistes, nous luttons pour notre dignité, notre survie, notre terre et notre autonomie...* ».

Les deux parties reconnaissent la suite d'événements qui ont détérioré les relations entre indigènes et sandinistes suite aux erreurs d'appréciation des révolutionnaires qui, entraînés par leur nationalisme, ont voulu traiter tous les problèmes des habitants du Nicaragua de la même façon sans tenir compte des particularités des minorités ethniques. Ainsi les terres sont propriété de l'Etat, l'indigène devenant un paysan-fonctionnaire qui produit et vend pour l'Etat : l'alphabétisation se fait en espagnol uniquement, les villages sont déplacés. Autant d'erreurs grossières, aujourd'hui reconnues, mais qui ont réjoui le gouvernement des Etats-Unis. Les Indigènes accusent l'administration U.S. d'avoir sequestré des populations entières au Honduras et de les avoir entraînées et enrôlées de force pour rejoindre les Contras.

C'est tardivement qu'on découvre l'ampleur de l'intox de Reagan, de la C.I.A. et des formidables moyens médiatiques dont ils disposent pour avoir fait des Sandinistes les diables responsables du génocide contre les Miskitos, et fait oublier au monde le sort des autres indigènes qui vivent dans des pays alliés de Washington. Bien des esprits ont été troublés par cette campagne, même chez des gens qui ne nous avaient pas habitué à rejoindre la meute hurlante des démagogues. Ainsi Robert Jaulin, ethnolo-

gue, qui a signé une pétition adressée au Congrès U.S. pour débloquer l'aide aux Contras, avec l'alibi du génocide.

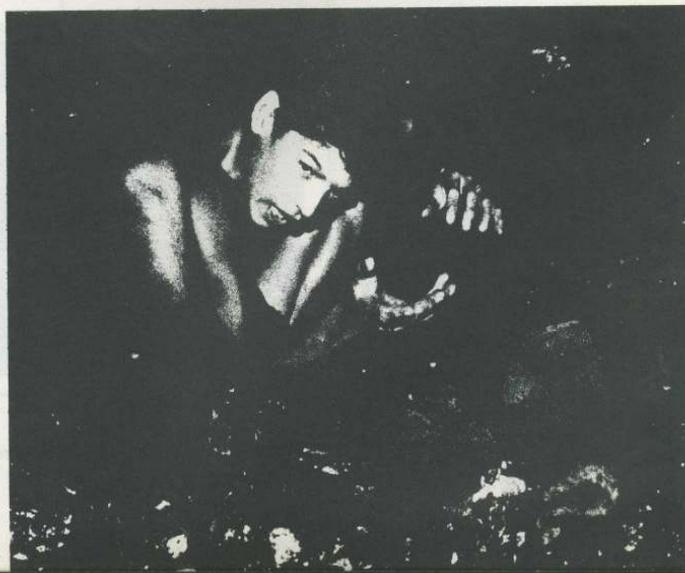


Il devrait réfléchir sur la façon dont l'armée massacre les Indiens quotidiennement au Guatemala, le racisme dont ils sont victimes de la part de la minorité blanche ou de la majorité métisse en Colombie ou en Equateur, leur condition d'exploités misérables en Bolivie où ils sont pourtant majoritaires. Mais ça s'inscrit peut-être dans l'air du temps, ce grand souffle réactionnaire qui voit naître des entreprises qui se camouflent derrière la séduction comme « Liberté sans frontières » où l'on peut entendre d'anciens maos (Claudie et Jacques Broyelle) regretter que les yankees n'aient pas lâché plus de bombes sur le Cambodge !

Quant aux Indigènes de Colombie, contraints de mener une vie parallèle au reste de la société, du fait du racisme bien ancré, ils construisent au fil des années leur autonomie pour sortir de l'asservissement. Il est vrai que beaucoup d'entre-eux vivent encore une phase d'autodestruction comme cette anecdote recueillie dans le pays voisin en Equateur. C'est la fête de la Saint-Jean, les Indigènes cette année encore n'ont pas failli à la tradition. Ils se rassemblent sur une grande place, face à l'église, et tout commence dans une atmosphère de kermesse. Déguisements, musiques, quelques pas de danse. Brochettes et sucreries, et on engloutit force aguardiente (alcool de canne à sucre). Le soir, ceux qui ne sont pas ivres-morts s'affrontent violemment à coups de pierres... C'est la bataille rangée pour avoir l'honneur de porter la statue de Saint-Jean pendant la procession ! Des blessés et des morts aussi !

D'autres, comme en Colombie, sont sortis de cette danse macabre. Persécutés par les propriétaires terriens, leurs hommes de main, l'armée et les groupes para-militaires, ils viennent d'organiser depuis un an leur groupe d'auto-défense, le Quintin Lame, qui répond coup par coup, et ils commencent à se faire un peu plus respecter. □

Ghislain Bellorget,
Equateur-Colombie, 1985



EMEUTES EN GRANDE-BRETAGNE

BRIXTON- LA- COLERE



A court d'arguments pour huiler les rouages de sa politique de paix sociale, la Dame de fer ne connaît plus que la matraque et les balles plastiques. Comme en Irlande et, cette fois, à domicile. Durcissement autour d'un prétendu « effet Brixton », comme il y eut l'« effet Malouines ».

LES derniers événements de rue qu'a connue l'Angleterre, de septembre à octobre 1985, marquent une aggravation des rapports entre le gouvernement Thatcher et les diverses communautés immigrées du Commonwealth.

BONJOUR TRISTESSE

Le 9 septembre éclate à Handsworth, une banlieue de Birmingham, une échauffourée entre la police et de jeunes rastas ; l'un d'eux était accusé d'avoir volé une voiture. Le 28 septembre, c'est Brixton, le ghetto noir de Londres, qui est le théâtre de violentes bagarres entre policiers et habitants du quartier, suite à une perquisition musclée qui envoie madame Groce à l'hôpital, avec une balle dans le dos. Le 2, puis le 6 octobre, même scénario à Toxteth et Tottenham, où Madame Jarret meurt d'une « crise cardiaque » lors d'une perquisition.

Dans l'émeute qui suivra, pour la première fois un policier mourra. Ces

émeutes à caractère racial qui éclatent dans les banlieues défavorisées de Birmingham, Londres et Liverpool, laissent apparaître sans masque le profond mépris d'un gouvernement qui, par souci de restructuration industrielle, condamne à la mort lente ceux qui, autrefois, faisaient office de main d'œuvre à bon marché. Elles consacrent, de manière éclatante, la faillite des mesures répressives de « prévention » dont sont victimes les populations des ghettos.

ET TOUJOURS, THE GUNS OF BRIXTON

ACTUELLEMENT, comme lors des émeutes de 1976 et 1981 (Handsworth et Brixton), les mêmes causes sont au rendez-vous : le chômage, les mauvaises conditions de logement, le harcèlement policier, le profond décalage entre les valeurs morales prônées par Thatcher et la misère criante de cette population... Condamnés au désespoir ou acculés

à la révolte, la majorité des « émeutiers » ont entre 15 et 24 ans.

Terrible, le constat avait été fait en 1980 par le très officiel Comité sur les inégalités raciales siégeant à la Chambre des Communes : la condition misérable des victimes de la crise « n'est pas l'apanage de ces minorités ethniques mais elles en souffrent plus que les blancs... ». Et, depuis quatre ans, les officiels se félicitaient des « bons rapports » mis en place entre la police et la population. Depuis quatre ans, ceux qui condamnent la violence « de tout bord » (sic) ont forgé leurs armes : ils ont armé les bobbies, créé une police anti-émeutes, élaboré des techniques répressives, ouvert au public un service téléphonique recueillant les dénonciations anonymes. Un fichier très spécial a même été créé dans le cadre des émeutes de Birmingham : une centaine de flics compilent des renseignements de toute sorte sur l'ordinateur du commissariat de Nechells Green. L'expérience des techniques de répression employées en Irlande leur est bien utile.

En 1981, sans doute pour se donner bonne conscience, ou séduire les notables indiens et antillais, le gouvernement britannique avait commandé un rapport à Lord Scarman sur les conditions de vie dans les ghettos immigrés des grandes villes. Ledit rapport passait en revue différentes mesures sociales comprenant la création de conseils de relations intercom-

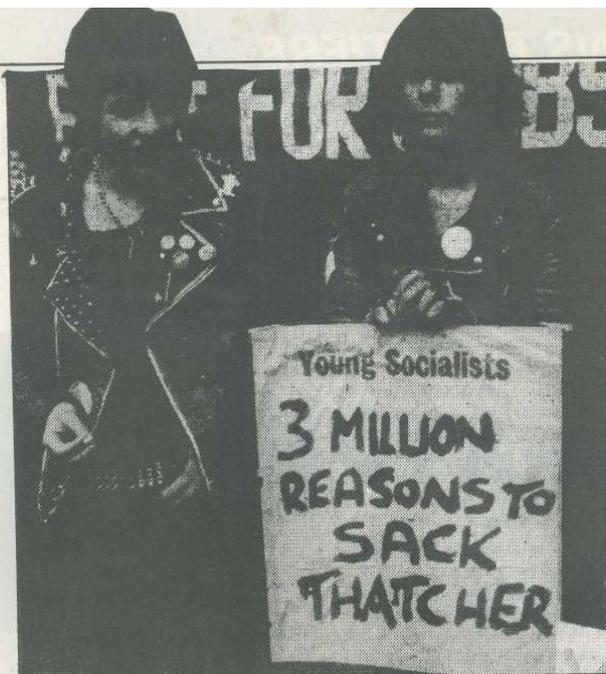
munautaires, le « débloccage » de crédits pour les centres sociaux, le développement de la formation professionnelle et, surtout, le renforcement de « community policing », forme britannique de l'ilotage policier. Tout faux. Comme s'il suffisait de poser les données du problème pour garantir la paix sociale et nier l'existence d'une situation d'apartheid « at home ». Les dernières émeutes ont mis à mal la démagogie sociologique du gouvernement Thatcher. Celui-ci en vient d'ailleurs à considérer les révoltes comme insaisissables à toute analyse. Ce qui fait dire à un prétendu « brillant éditorialiste de la presse britannique », Peter Genkins, du « Sunday Times », « qu'une émeute est un événement à la recherche de sa signification ». Mais qui a dit qu'on nous prenait pour des bœufs ? « Hum, votre cas m'intéresse, veuillez reposer la question ».

MANŒVRE OU CHOMEURS

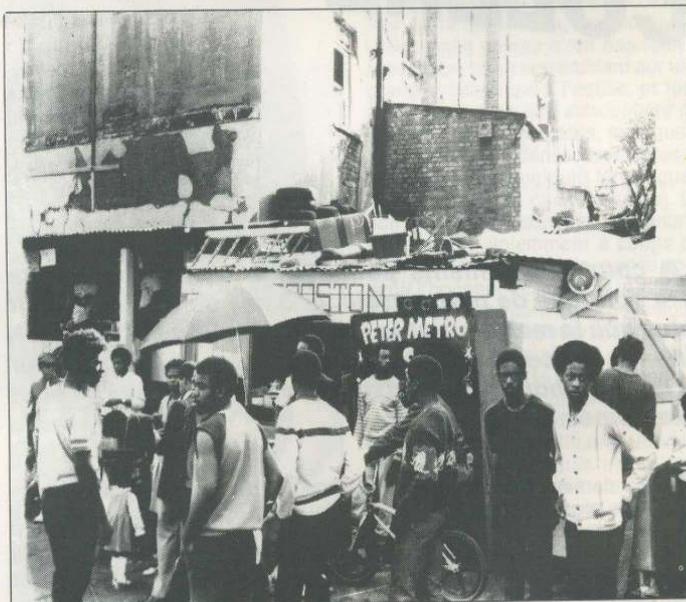
Si le Royaume-Uni pensait avoir assimilé ses 2,5 millions de citoyens de couleurs, ces 4 % de la population totale sont victimes d'une forte discrimination au niveau de l'emploi. Le taux de chômage touche 13,5% de la population active et les immigrés sont bien plus lourdement frappés. Absents des secteurs qualifiés, ils sont souvent relégués aux postes de manœuvres et d'O.S., ce qui accroît leurs risques de devenir chômeurs. Premiers licenciés, les jeunes de couleur (40% sont nés en Grande-Bretagne) paient un très lourd fardeau à la restructuration économique : si 29% des jeunes anglais de moins de 25 ans sont au chômage, la proportion des jeunes « caribéens » privés d'emploi est dramatique : 45% d'entre eux sont chômeurs, entre 18 et 25 ans. A Brixton, le taux de chômage est de 33% mais cela n'empêche pas Maggie de traiter les émeutiers de « vandales » et d'« ingrats ». Pensez donc : ils perçoivent des allocations chômage d'environ... 200 francs !

C'EST PAR OU LA CASSE ?

L'EFFET majeur de la politique anti-inflationniste du gouvernement Thatcher, au-delà du « chacun pour soi » et du repli des organisations politiques et syndicales autour d'un corporatisme étroit, se concrétise par 3,1 millions de chômeurs. La faillite du secteur industriel considéré comme dépassé a entraîné un bouleversement du marché de l'emploi et, corrélativement, une restructuration régionale. Les régions les plus touchées sont celles où le secteur industriel traditionnel était implanté, notamment dans les grandes villes. Or c'est précisément dans



Jeunes chômeurs lors d'un meeting à Liverpool



ce secteur industriel et ces centres urbains que les travailleurs en provenance du Commonwealth ont trouvé emploi et logement à leur arrivée.

En 1982, 51% de la population originaires de pays du Commonwealth et du Pakistan se trouvaient dans trois grandes villes : Londres, Birmingham, Leicester. C'est après la Seconde Guerre Mondiale que l'Angleterre fit appel à une main d'œuvre en provenance des Caraïbes, de l'Inde et du Pakistan ; des villes nouvelles étaient alors créées autour d'industries en expansion. Aujourd'hui, toutes les grandes villes connaissent une diminution impressionnante de leur population : la population de Londres a baissé, entre 1971 et 1981, de 10,1%, celle de Birmingham de 9,3% et celle de Liverpool de 16,4%.

LES jeunes rastas, les laissés pour compte d'une société qui n'a décidément rien à leur proposer, sont dans la rue. Aucun d'entre eux ne s'identifie aux représentants d'une classe moyenne caribéenne, pratiquement inexistante. Et c'est tant mieux. Exclue de tous les créneaux économiques, ils ne supportent plus les ratonnades des hooligans et des nerfs du National Front. Aujourd'hui, les voilà qui rendent coup pour coup dans des soubresauts de colère. Le miroir aux alouettes d'une société figée sur des valeurs craintives s'est brisé. Et ses éclats sont désormais tranchants...

N'oubliez pas, Rastas. Si le dealer à la Mercedes est votre soi-disant modèle d'« ascension sociale », soyez méfiants : il travaille pour le bookmaker qui a parié contre vous. □

H.L.M.

SPEED SPEED SPEED SPEED SPEED

ECONOMIE DE GUERRE

Rencontre Reagan-Gorbatchev: le sommet! Et la ville assiégée: 3 000 soldats suisses, 500 flics américains, autant de flics russes, sans compter la ficaille genevoise, les services secrets... et 5 000 journalistes du monde entier pour veiller au bon déroulement de cette mascarade pour la paix. Parallèlement, des militants suisses agissaient et s'interrogeaient: De peur de passer pour « pro-soviétiques », le mouvement de la paix passe en effet sous silence le fait que ce sont les Etats-Unis qui ont une position de leader dans la course aux armements et que, depuis 40 ans, ce sont eux aussi qui lancent les idées de nouveaux systèmes. Le plan américain de l'escalade horizontale (guerre dans le « tiers-monde » et front en Europe, en même temps) et les troupes d'intervention rapide mises sur pied dans cette éventualité ne sont pas, pour le mouvement de la paix, des preuves évidentes de la suprématie américaine. C'est pour des raisons purement pratiques que l'URSS est intéressée par un désarmement concret (cf. les propositions de Gorbatchev), car elle ne parvient pas à suivre le rythme des Etats-Unis, tant du point de vue économique que technologique. Une chance relative pour nous et pour le mouvement est-européen, qu'il faut saisir pour forcer les Américains à faire des concessions importantes (retrait des troupes de l'OTAN, diminution de l'arsenal nucléaire, dissolution des alliances militaires). Le succès d'une telle action permettrait de regagner un espace libre ici et à l'Est. Il y a un autre point sur lequel le mouvement de la paix se censure pour des raisons opportunistes. Il considère visiblement l'armement comme un phénomène naturel, auquel il suffit d'imposer des limites raisonnables. Il refuse de chercher les causes de l'armement et de les analyser à fond. Le monde capitaliste a plus qu'assez de bonnes raisons pour poursuivre la course aux

armements. C'est pour cette raison que la justification de l'armée paraît ridicule: l'économie, que l'armée est censée protéger, sape la sécurité du pays et produit la guerre là où elle investit, ou là où elle n'investit pas lorsque la rentabilité lui paraît insuffisante. En bref: pas de paix dans une économie qui mène à la guerre.

Correspondance.

OEILLETS ROUGES POUR OTELO

Oeillets rouges à la boutonnière, Otelto de Carvalho et quarante trois autres personnes se retrouvent, depuis le 7 octobre, dans le box des accusés. Otelto de Carvalho fut l'un des principaux initiateurs de la Révolution des Oeillets qui renversa, le 25 avril 1974, le régime fasciste de Salazar au Portugal. Il est accusé d'appartenir à l'organisation activiste « Forces Populaires » du 25 avril 1974 (F.P. 25). Emprisonné depuis plus de quinze mois au fort Craxias, il nie son appartenance aux F.P. 25. Par contre il reconnaît être le fondateur d'un mouvement appelé « Projet Global » qui, depuis 1978, se prépare à résister « à une éventuelle tentative de coup d'Etat de la droite ». Ce mouvement serait divisé en trois branches: une légale, le Front d'Unité Populaire (F.U.P.) qui a soutenu sa campagne aux présidentielles de 1980, et deux clandestines, la Structure Civile Armée (E.C.A.) et la Direction Politico-Militaire (D.P.M.) où siègent uniquement des militaires. Le financement serait assuré en grande partie par la Libye, l'Angola et le Mozambique. Projet Global préconise l'utilisation possible de la violence, mais tient à se démarquer des F.P. 25. en ajoutant: « il faut faire la distinction entre la violence révolutionnaire pratiquée par les militaires qui ont mis fin à la dictature de Salazar et les actes violents commis sur des individus, ces derniers nous les condamnons ». Ce procès, dont le dossier d'accusation repose uniquement sur les carnets de notes d'Otelto concernant

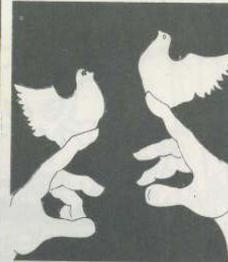
le mouvement Projet Global, est là pour nous rappeler qu'en Europe on aime bien parler de révolution, pourvu que ce soit au passé.

A.C.

MAGOUILLE BLUES

Décidément, l'heure est à l'« Union sacrée » tous azimuts. En RFA aussi. Et particulièrement dans le land de Hesse, où les Verts et le parti social-démocrate viennent de signer un accord de gouvernement: 3 membres du parti écologiste y ont gagné un plat de lentilles. Ou tout comme: un siège et deux strapontins ministériels. Les « fondamentalistes », hostiles à tout compromis, et peu sensibles aux charmes de la politique politicienne, restent, certes, majoritaires au sein des instances fédérales du parti vert. Mais, dans la région de Hesse, les prétendus « réalistes » sont parvenus, non sans difficultés, à faire avaliser, par le mouvement, une alliance avec le SPD dont la politique sociale et militariste est bien connue. Trois ans de tractations et de magouilles d'appareil leur auront été nécessaires pour accéder à la notabilité gouvernementale. Au dernier moment, la manœuvre a pourtant failli échouer: Günter Sare venait de mourir, écrasé par les roues d'un camion anti-émeute de la police de Francfort, alors qu'il manifestait contre la tenue d'un meeting néo-nazi. Silence gêné des leaders verts du Hesse, tout de même embarrassés par cet assassinat, manipulation de congrès, digne de tous les partis: dénonciation formelle des violences policières, demande de création d'une commission d'enquête (cela crée toujours des emplois) et habileté tactique de Dany Cohn-Bendit: le tour était joué. Trois têtes d'affiche du parti écolo pourront désormais s'occuper d'environnement et de condition féminine au sein d'un gouvernement régional à majorité social-démocrate. L'exemple allemand a du plomb dans l'aile. Ces Verts-là auraient pu, pour une fois, regarder de ce côté-ci du Rhin: question échec de ce type d'« expérience », on aurait

pu leur envoyer Bouchardeau. Elle a fait ses preuves.



NICARAGUA: QUAND LA REVOLUTION DERAPE...

Le processus de démocratisation engagé par le gouvernement sandiniste avec les élections de Novembre 84, risque fort de tourner en eau-de-bouillon. Le 15 octobre 85, le président Ortega annonçait, en effet, la suspension des libertés individuelles pour un an, c'est-à-dire les libertés d'expression, d'information, de libre circulation ainsi que du droit de grève, considérées comme trop « bourgeoises ». En clair, cela veut dire qu'avec la suspension de l'Habeas Corpus et des procédures d'appel, la surveillance des communications, la censure préalable de la presse, etc., tout l'arsenal nécessaire à une dictature a été mis en place et que la répression et son triste cortège s'installent. Ce faux pas, sous des prétextes militaires, vise en fait les syndicats, partis d'opposition, la presse et l'église, et ne fait que confirmer le choix d'une politique dure entreprise depuis plus d'un an par le gouvernement. Ce dernier pense sans doute casser ainsi le mécontentement du peuple, soumis à rude épreuve par l'effort de guerre (la moitié du budget national) et par les difficultés économiques du fait des pressions commerciales et financières de la part des U.S.A. Les Sandinistes, en visant « les ennemis de l'intérieur », vont évidemment grossir les rangs de ceux-ci, et remplir les prisons déjà bien peuplées. Bref, encore « une révolution » qui tombe dans le piège du totalitarisme.

D.J.

SAUVAGES

WINDSCALE

LES IRRADIÉS DE SA MAJESTE



PHOBIE, fantôme ou crainte justifiée, la peur du nucléaire ? Le complexe de Windscale est en activité depuis 35 ans. Et, depuis lors, des dangers ne cessent de se faire jour pour les individus et l'environnement.

DEPUIS les années 50, Windscale, en Angleterre, rejette 4,5 millions de litres de déchets radioactifs liquides par jour, par ses eaux d'évacuation dans la mer d'Irlande, c'est-à-dire 75% de la totalité de ce type d'ordures rejetées par les installations nucléaires européennes. 90% même si l'on considère la toxicité.

MUTATION EN PERSPECTIVE

LA contamination de l'environnement dans la mer d'Irlande se fait essentiellement par le plutonium 239, la caesium 137, l'américium 241. Ces émetteurs alpha à vie longue, incrustés dans des sédiments marins, sont ramenés vers la plage de Ravensglass et migrent ainsi vers la terre

par les différents éco-systèmes (chaîne trophique).

Trois autres formes de contamination se produisent ainsi à partir de la mer : radioactivité déposée sur la côte, qui se propage par les vents et les marées ; matières radioactives évacuées en mer, qui reviennent sur terre par le jeu des courants ; eau de mer projetée sur la terre, sous forme d'embruns légèrement radioactifs.

Dans la région de Windscale, le sable, la vase, le varech contiennent à la fois produits de fusion et produits d'activation, ainsi que des transuraniens à une concentration largement supérieure à celle de l'eau de mer. La poussière radioactive prélevée dans les maisons proches du site contient ainsi plutonium et américium à une concentration cent fois supérieure au niveau

européen considéré comme normal — et provoque par inhalation une irradiation annuelle de 200 mrem.

La menace est bien réelle car, dans un tel contexte, la radioactivité porte non seulement une atteinte directe à la santé des entités vivantes, mais aussi multiplie les chances de mutation qui risquent de modifier le patrimoine héréditaire.

LE TRAVAIL, C'EST LA SANTÉ

WINDSCALE emploie 6 000 personnes. En novembre 1983, une enquête révèle un nombre anormal de cas de leucémies et un accroissement significatif des autres types de cancer chez le personnel d'entretien et de nettoyage.

Parallèlement, un rapport sur la sécurité fait apparaître : 60 accidents de contamination radioactive interne, 200 cas au moins de travailleurs exposés à une surdose de rayonnement radioactif.

En 1977, après examen clinique et enquête auprès d'anciens travailleurs de la centrale de Hanford (U.S.A.), Mancusso déduit qu'un rayonnement inférieur à la valeur limite peut provoquer des cancers. En 1978, Colton et Nazarin étudient la mortalité des travailleurs de la Portsmouth Naval Shipyard (U.S.A.), ayant travaillé en zone nucléaire et en zone non nucléaire : la mortalité est de 75% supérieure à la moyenne américaine dans la zone nucléaire, et de 10% dans la zone non nucléaire. En 1979, Evens constate des modifications de la structure cellulaire des globules blancs chez les travailleurs de la Roxy Dockyard. En 1979 encore, Bierbaum met en garde contre les dommages génétiques dus aux radiations et demande des enquêtes chez les descendants des travailleurs de la Portsmouth Naval Shipyard.

En 1984 enfin, le ministre de l'énergie américain confirme les résultats de Mancusso (taux plus élevé de leucémies, cancers du poumon, cancers gastro-intestinaux, de la prostate, tumeurs cérébrales, maladie de Hodgkins).

Oui, le nucléaire a tué et continue de tuer. Et n'y-a-t-il pas une évidente mauvaise foi à attendre que les enquêtes mettent à jour ce que d'innombrables et abominables expérimentations animales ont révélé depuis longtemps dans les laboratoires civils et militaires ? Selon divers « responsables » (sic) officiels, « le nucléaire n'a pas encore fait une seule victime ». Le désastre des bombes d'Hiroshima et de Nagasaki n'est-il qu'une fâcheuse parenthèse dans l'histoire du nucléaire ?

LA MORT LENTE

Le nucléaire tue lentement mais de plus en plus sûrement. Entre 1956 et 1958, à plusieurs reprises, à la centrale de Windscale, on a volontairement laissé s'échapper de hautes doses de radiations pour tester leurs effets sur les algues et le sable.

En 1980, un examen des dossiers médicaux hospitaliers met en évidence une multiplication des cas de leucémie et de myclome multiple chez les enfants dans la région de Cumbria.

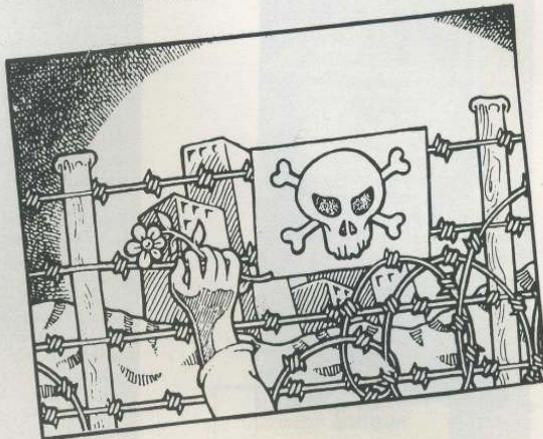
MESSAGES PERSONNELS

SAPIN. Urgent : excursion nucléaire de Super Phénix. Les irradiés sont invités à contacter le chef du personnel pour retirer leur boîte en sapin.

ASSOCIATION DES IRRADIÉS HEUREUX. Rendez-vous à Windscale, samedi après-midi, avec vos musettes. Au programme : varappe sur les tours de refroidissement et, le soir, bal avec les éléments sains de la population. On s'amusera.

BAINS ET DOUCHES SUR LE SITE. L'eau chaude étant maintenant fournie par la centrale nucléaire, les bains et douches se répandent. Pas de leucémies, cancers de la peau. Il est toutefois conseillé d'amener son savon de décontamination.

L'enquête de « L'Observer », en date du 30 octobre 1983, révèle qu'à Seascale (localité proche du complexe), les cas de leucémie chez les enfants sont dix fois plus nombreux que la moyenne nationale et cinq fois plus dans les autres localités voisines.



ET L'ON CREE DES COMMISSIONS !

À la suite de l'accident du 11 novembre 1983, le ministre de l'environnement britannique se décide à créer une commission d'enquête qui aboutit à des conclusions pour le moins troublantes : surveillance insuffisante des installations ; formation insuffisante du personnel ; aucun appareil de mesure de détection des résidus radioactifs dans certains conteneurs ; pas de programme de contrôle de la plage ; rejet du rapport BNFL (British Nuclear Fuel Limited), qui affirmait que la zone n'était pas contaminée.

À la suite d'une émission télévisée, une commission BLACKIE est mise en place : elle confirme l'accroissement du nombre de cancers dans le nord du Comté de Cumbria et demande des études épidémiologiques et statistiques, mais ne met pas en cause directement la centrale, qui aurait dû être fermée. Ce rapport est-il scientifique ou simplement destiné à calmer l'opinion publique ?

En décembre 84, un rapport du ministre de l'environnement britannique informe enfin la commission de Paris des mesures technologiques prises pour maintenir le fonctionnement de la centrale mais réduire les rejets.

Technocrates et politiciens de tous les pays usent et abusent de cette recette ô combien commode : rien de tel qu'une bonne commission pour évacuer les vrais problèmes...

Le complexe nucléaire de Windscale et la politique hasardeuse de l'exploitant BNFL constituent le thème d'un débat long et acharné en Grande-Bretagne, débat qui devrait s'étendre à toutes les centrales. Compte tenu de la situation et des risques croissants, des mesures concrètes doivent être prises. Rapidement. Mais la menace que font peser les installations de Windscale ne s'arrête pas aux frontières britanniques. À Windscale comme ici, l'enjeu est identique : mettre un terme à l'exploitation irresponsable et criminelle. □

A.S et F.M

WINDSCALE STORY'S

- 1947. Construction de deux réacteurs militaires et d'une installation de retraitement (localité de Seascale, en Angleterre).
- 1950. Mise en exploitation des deux réacteurs militaires.
- 1952. Première fission de plutonium dans le centre de retraitement.
- 1956/59. Cleder-Hall, près de Windscale : exploitation de 4 réacteurs de graphite gaz.
- 1957. Incendie dans les deux réacteurs militaires. Des quantités importantes de produits radioactifs sont libérés dans l'environnement : 250 cas de cancers de glande thyroïde, 12 ayant une issue fatale.
- 1962. Mise en service du réacteur refroidi par gaz de Windscale.
- 1964. Mise en service de l'installation de retraitement B 265 pour les éléments combustibles Magnox provenant des réacteurs graphite gaz.
- 1969. Mise en exploitation, en plus de la B 265, d'unités d'entrée B 264 pour les éléments combustibles oxydes provenant des réacteurs à eau légère.
- 1973. Grave accident au niveau de l'unité d'entrée pour les éléments combustibles oxydes, provoquant la libération d'oxyde radioactif. 34 travailleurs sont victimes d'une contamination.
- 1978. La Chambre des Communes donne son accord pour la construction d'une grande installation de retraitement pour les éléments combustibles oxydes.
- 1979. L'unité d'entrée B 264 est remise en exploitation (Magnox comme combustible).
- 1976/1978. Le combustible Magnox se corrompt dans les bacs de stockage : apparition de caesium dans les eaux d'évaporation.
- 1976/80. Un liquide radioactif s'est écoulé pendant des années dans le sous-sol. La radioactivité est estimée à 100 000 curies.
- 1983. Une quantité de sodium radioactif est évacuée par parapluie dans la mer du Nord. Le sodium brûle dans la mer et ruisselle sur la côte à l'échelle de la plage sur une longueur de 25 km (jusqu'en 1984).



LYCEE EXPERIMENTAL

On entre dans ce livre comme on se met à table. C'est une série de récits indépendants mais reliés néanmoins entre eux comme un menu repas. « Bonne Anse », centre de vacances de bord de mer, transformé en lycée... mais en lycée pas comme les autres. Un abri où les mouillages sont provisoires et précaires. Un lycée avec deux groupes d'individus : des jeunes désireux de vivre une autre école pour satisfaire leurs besoins de formation et de vie ; des enseignants de profession payés par l'Etat et qui sont là parce que c'est leur métier et qu'ils voudraient le vivre autrement. Ils avaient reçu carte blanche du « ministre-camarade Savary ».

Les modèles n'existaient presque pas mais les contre-modèles abondaient : ceux où les livres qu'on étudie à l'école et les livres que l'on aime ne sont pas les mêmes ; ceux où on peut dire ce qu'on veut mais sans fautes et avec style ; ceux où il suffit d'être présent pour croire et faire croire qu'on fait quelque chose... Et, tout d'un coup ou presque, faire qu'un lycée devienne un milieu où les individus se croisent, se heurtent, s'assemblent puis s'organisent pour se déterminer en se structurant... ce n'était pas facile.

Ce n'était pas drôle non plus, surtout au début. Le principe de la libre fréquentation apporte des surprises aux élèves et aux enseignants. Faire qu'on vienne au centre pour y trouver tôt ou tard les raisons d'y venir ? Faire que le lycée soit lieu de vie et lieu de travail pour que le jeune prenne son autonomie de façon globale ? Continuer... Même si un tiers seulement

des élèves participent à l'autogestion du centre ?

En découvrant qu'on ne peut fonder une institution sur la somme des désirs individuels et agir pour qu'à travers les crises on passe insensiblement de la recherche d'un consensus fusionnel à la recherche après explications, de compromis clairs...

Ne croyez pas qu'ils ont cru, ces profs, qu'il suffisait de créer un lieu chaud : le savoir n'est pas sacrifié, il est présent tout au long du livre, mais ce qui est essentiel c'est l'état d'esprit de l'apprenant. Le savoir est utile, source de liberté ; produire est plus gratifiant que consommer. L'équipe éducative avait envie de changer radicalement l'école, envie doublée d'une disponibilité toute libertaire au changement ou à la remise en question. Ils n'ont pas expérimenté une théorie, ils ont construit leur réel à partir des problèmes quotidiens. On ne change pas les élèves uniquement grâce à de nouveaux rapports lorsque l'on n'a aucune prise sur le contexte économique et social, c'est vrai. Mais si tout n'a pas été possible, cette équipe a démontré que le nombre des possibles est grand et qu'on peut revendiquer le droit au brouillon. A la lecture de ces témoignages collectifs, les instructions Chevènement semblent encore plus ringardes. Un lycée particulier... une vérité, la vérité est dans l'ordre dispersé. La structure scolaire qui permettra cet ordre dispersé reste à inventer. Ni l'école privée, ni l'école normalisée. Ce livre raconte tout cela sans complaisance et humblement.

R.M.

• Le Lycée de Saint-Nazaire : « Création ou récréation », Editions Syros, Paris, 89 F.



UN ANAR DE LA BELLE EPOQUE

Ils furent d'une génération-parcours. Une génération d'ouvriers endurcis au labeur et aux luttes qui, d'une certaine façon, changèrent le

monde. Formés à l'école de l'anarchisme au temps où n'existaient que des groupes d'affinité s'en réclamant, le monde du travail les aspira littéralement vers cette nouvelle forme d'organisation : le syndicat.

Le débat fut rude entre eux et les individualistes. Mais l'échec des attentats de 1892 à 1894 (Vaillant, Henry, Caserio), le côté purement théorique de l'anarchisme d'alors qui, au nom de la lutte contre le réformisme, voyait dans toute réforme un recul révolutionnaire, trancha en faveur de ces militants ouvriers que le métier trempait dans le concret, la pratique.

Les anarchos-syndicalistes tenaient ainsi la CGT et surent la faire grandir. Puis, en fin de parcours, alors que le corps fatiguait et que l'espoir s'ameublait, il y eut la fulgurance de la révolution russe. L'histoire semblait enfin pencher du côté du prolétaire, et tout naturellement, ces militants anarchistes du quotidien allèrent, avec armes et bagages, grossir les rangs du communisme. L'illusion fut de courte durée. Quelques années, tout au plus, avant que la réalité bolchévique ne vienne ouvrir les yeux. Alors, certains capitulèrent : le siècle du possible se refermait.

Paul Delesalle fut de cet itinéraire. On le connaît peu, et pourtant il a été de longues années durant le secrétaire-adjoint de la CGT, aux côtés des prestigieux Pouget, Pelloutier... Militant sans relâche, il vivra toute sa vie la lutte chevillée au corps, puis prendra sa retraite en créant une librairie où passeront les Pisaro, Péguy et où Sorel tiendra salon. Sa vie, racontée par J. Maitron, en complément à sa thèse sur le mouvement anarchiste, éclaire l'œuvre plutôt que l'homme, et on le regrette parfois, tant on voudrait savoir les ressorts intimes qui faisaient bouger ces militants. En préface, Jean Maitron trace sa propre biographie. Il faut absolument la lire pour comprendre ce qui fait que son « Histoire du Mouvement Anarchiste » est une œuvre incontournable, parce que vécue de l'intérieur d'un mouvement social, et saisi aussi ce qui en tant que militants libertaires nous en éloigne. Quant à son portrait de Paul Delesalle, il nous apprend, loin des cocoricos partisans, combien le mouvement libertaire s'est parfois trompé, est parfois tombé dans la bêtise méprisante (voir le débat sur masses et minorités agissantes) et ainsi, comment il a raté plusieurs de ses rendez-vous avec l'histoire.

T.A.

• Jean Maitron, « Paul Delesalle. Un anarchiste de la Belle Epoque ». (Fayard, 208 p., 79 F.)



RATONNAGES

Il est des silences qui ressemblent à des complicités. Prompte à célébrer la mémoire de ses morts du métro Charonne, la gauche française a pratiquement « oublié » les victimes des ratonnades d'octobre 1961. Il y avait bien un document cinématographique réalisé à chaud (« Octobre à Paris »), quelques articles de presse et, depuis peu, un polar (Didier Daeninckx, « Meurtres pour mémoire »). Bien peu en 25 ans, et pour cause : le souvenir de ces centaines d'Algériens assassinés par les policiers parisiens mettait à nu la faiblesse des réactions des partis et syndicats compromis dans la guerre d'Algérie.

Le livre que Michel Lévine consacre à la relation de la manifestation du 17 octobre 1961 et à ses suites manque certes de relief. Très, trop actuel, il ne situe guère les responsabilités, et c'est bien dommage. Son ouvrage est pourtant à lire de toute urgence, en ces temps de racisme montant. Les témoignages et documents d'archives ici rassemblés pour la première fois sont terribles, accablants. La répression fut d'une violence inouïe, féroce : 12 000 Algériens arrêtés, parqués au Palais des Sports et au Parc des Expositions ; tabassages, sévices, tortures, assassinats... Des dizaines de cadavres de Maghrébins seront retirés de la Seine ou découverts dans les bois de la banlieue. Un sinistre crime collectif, couvert par les autorités, impuni... et qui ne souleva que de bien rares protestations de la part des progressistes de service.

L'évocation de ces oubliés de l'histoire, officielle ou « populaire », vient à son heure. Ne serait-ce que pour accuser la passivité et l'indifférence qui accompagnent, ici et maintenant, la montée des thèses et pratiques racistes.

M.A.
• Michel Lévine, « Les ratonnades d'octobre, un meurtre collectif à Paris en 1961 », Ramsay, 92 F

ROMAN NOIR

Jean Amila peut être considéré comme le premier auteur du roman noir français. Fils d'anarchiste fusillé pour l'exemple (lire « Le boucher des hurulus », très autobiographique), passé par pas mal de petits métiers (« Le pigeon du Faubourg »), laissé pour mort dans un parking suite à ses écrits sur les essais nucléaires, sa vie est aussi riche en événements que ses romans.

Venu du roman populiste, il fut l'un des premiers français à écrire dans la Série Noire sous le nom de John Amila (le pseudonyme américain étant obligatoire à l'époque). Et si certains de ses romans sont assez complaisants envers le milieu et quelque peu phalocrates, dans l'ensemble, ils décrivent bien les couches populaires et contiennent parfois de violentes critiques sociales.

O. L. T. (Dare-Dare)

• « Le Pigeon du Faubourg » (Série Noire, n° 1844) ; « Le Boucher des Hurulus » (S.N., n° 1881) ; « Le Chien de Montargis » (S.N., n° 1930) ; « Au Balcon d'Hiroshima » (S.H., n° 2007).



IL ETAIT UNE FOIS UNE GRANDE FAMILLE...

Voici la « tribu » Reclus. Dans son dernier livre : « Elisée Reclus, ou la passion du monde », Hélène Sarrazin nous en conte toutes les péripéties. Depuis quelques années, on parle un petit peu d'Elisée Reclus. La revue « Hérodote » avait même consacré un numéro spécial au père de la géographie humaine. La vogue de la géopolitique avait en effet montré

combien elle devait à ce grand voyageur que fut E. Reclus.

H. Sarrazin est allée plus loin dans l'analyse du personnage. Elle nous le montre entouré de sa famille, de ses amis, de ses passions. La famille Reclus fut en effet, d'abord, une pépinière de fortes personnalités et de « grosses têtes ». Tous, frères et sœurs, voyagèrent beaucoup, apprirent beaucoup à une époque où il était facile, notamment pour les filles, de se heurter à une morale sclérosante et bornée. Les liens qui unissaient les enfants Reclus, puis les neveux et petits-fils, restèrent forts pendant des années. Mais ils se renforcèrent au cours des épreuves politiques.

Hélène Sarrazin Elisée Reclus ou la passion du monde



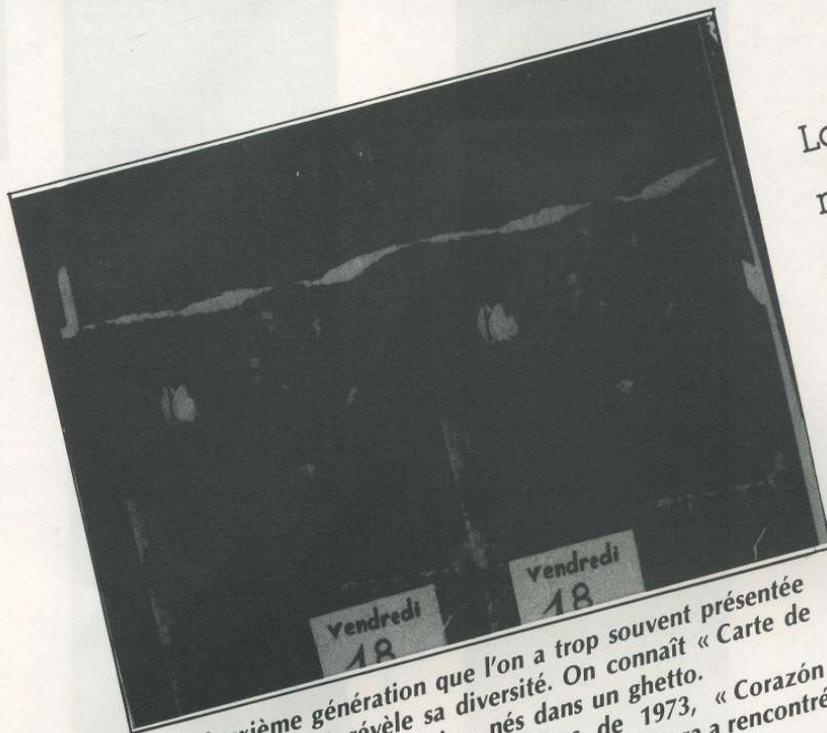
Editions La Découverte

L'engagement politique d'Elisée et de son frère Elie, sont connus. La curiosité intellectuelle qui a poussé le cadet à parcourir l'Amérique dans sa jeunesse, l'amène vite à se passionner pour le socialisme. L'épisode de la Commune de Paris l'ancrera dans ses convictions. Désormais, lui et les siens partagent tous les événements marquants de l'époque. Et, en même temps qu'il poursuit la rédaction des dix-neuf volumes de la « Géographie Universelle » (entre autres), Elisée rencontre Bakounine, Kropotkine, etc. Hélène Sarrazin nous montre, en effet, à travers de très nombreux épisodes, un être intelligent, tolérant, assez sympathique en somme. Et le parti pris historique de l'auteur lui a évité de faire de Reclus un mythe, bref de l'enterrer une seconde fois. C'est à ce titre aussi que le livre est remarquable.

V.M.

• Hélène Sarrazin « Elisée Reclus ou la passion du monde », Editions La Découverte, 88 F.

KIOSQUE



La trajectoire
musicale
et politique
de jeunes
exilés chiliens :
Corazon
Rebelde

La deuxième génération que l'on a trop souvent présentée uniformément, révèle sa diversité. On connaît « Carte de Séjour », les Beurs Lyonnais..., nés dans un ghetto. Composé de fils d'exilés chiliens de 1973, « Corazon Rebelde » a su casser la glace de son ghetto. Agora a rencontré le bassiste du groupe, Luis Emilio Vasquez.

CHILI-SUR-SEINE

Agora : Du Chili à Paris, ça fait combien de kilomètres ?

Luis Emilio : Bon, individuellement, l'itinéraire est vachement simple. Il y a à peu près 12 ans, nos parents ont dû partir du Chili. Et puis nous, on a débarqué en même temps et on a suivi le trajet "classique" chez les réfugiés. Il y en a qui partent au Mexique, d'autres en Argentine. On se rejoint finalement au Mexique et on se retrouve, six mois plus tard, à Paris dans un truc d'accueil de réfugiés et puis voilà.

A. : Pas simple de se démarquer de l'image "classique" de réfugié chilien ?

L.E. : Il y avait un noyau de réfugiés en France. Les réfugiés quand ils arrivent en France, leur premier réflexe, c'est de faire une communauté. Tout le monde fait ça : les Français qui vont à l'étranger, c'est

pareil. Ça dure un temps, puis après, la France (je dis ça avec un grand F), pffuit ! elle dilue tout ça... mais alors vraiment ! Et après il ne reste plus rien. Je veux dire qu'aujourd'hui, il n'y a pas de communauté chilienne. Enfin, si, il y a des Chiliens qui se voient entre eux, mais il n'y a pas vraiment un noyau. Il y en a eu pen-

CORAZON REBELDE



dant deux, trois ans... c'est-à-dire quand on est arrivé. On a été accueilli par des groupes qui étaient des réfugiés, et puis on était une grande famille. On s'est retrouvé un peu en différents endroits de la région parisienne et on ne se voyait plus. Et puis, y'a eu le lycée. J'allais au lycée et j'avais vraiment les boules : tu comprends rien. En plus les mecs... c'était un lycée du XVI^e arrondissement... En fait, ce que je veux dire par là, c'est qu'on ne s'est pas du tout mis dans un ghetto chilien. On a tout de suite rencontré des mecs, des jeunes Français de notre âge qui faisaient les mêmes conneries que nous. Donc on a eu des affinités de mecs qui ont 16 ou 17 ans. Nous, on n'était pas particulièrement de grands militants politiques ou de grands idéologues. On était, en fait, des gosses pris dans la tourmente, dans l'affaire quoi.

A. : La formation de votre groupe, Corazon Rebelde, a été à un moment donné, pour vous, un moyen de préserver une certaine identité culturelle ou un autre moyen de s'intégrer ?

L.E. : Oui et non. Oui, peut-être, de préserver une identité culturelle puisqu'on chante en espagnol. Quand on a fait le groupe, on a envisagé ça en espagnol.



Mais ça fait dix ans que je connais la langue française et je trouve qu'il y a pas mal de bons chanteurs qui font de belles chansons et pas mal de groupes de rock aussi qui font de bons textes. J'arriverai jamais à faire des chansons comme ça, jamais, c'est pas la peine d'y penser. Mais quand j'ai pensé à faire du rock, c'était d'abord par rapport au Chili. Moi, j'ai pensé ça comme ça. Mais il y avait aussi une autre motivation. Il y a eu le punk, puis tout d'un coup j'ai vu des groupes sur scène. La première fois que j'ai écouté du rock, mais vraiment la première fois, j'ai dit : "c'est comme ça qu'il faut faire, pas à chier, faut faire ça, faut chanter en espagnol"...

A. : Deux disques, des T.V., un bouquin*, vous bossez dur ?

L.E. : Comment on a fait le groupe d'abord : il n'y a pas de leader, y'a pas de mec qui arrive avec ses chansons et qui dit : "voilà ce qu'il faut jouer, ce qu'il faut faire". Tout le monde a droit à la parole. Il faut une discipline énorme, personnelle, pour pas foutre la merde. On partage tous les droits. Quand on signe les morceaux, c'est toujours à quatre. C'est ce qui fait la cohésion du groupe à ce niveau-là. Puis d'autre part, pendant trois ans, on a joué partout où on pouvait aller jouer, et bon, au bout de trois ans, il y a des gens qui viennent te voir... Pour le bouquin, c'est Cacho, le chanteur, qui l'a écrit, sur des trucs qui se passent autour des gens qui parlent... Pourquoi ?

Parce qu'il y a une image mythique autour du Chili. Un grand contact avec les médias, c'est tout quoi. On n'est pas un groupe qui a été choisi. On a fait un truc tout seul. On a un itinéraire vachement lent, ça fait cinq ans qu'on est là.

A. : Vous êtes produits par Renaud ?

L.E. : Quand on est arrivés en France, il y avait des comités d'aide aux réfugiés. On a connu un mec qui s'appelait David Sechan. Il est venu avec un copain plombier pour installer un chauffe-eau. Les mecs sympas. Ils viennent installer un chauffe-eau chez les réfugiés. On n'avait pas les moyens d'installer un chauffe-eau, tu vois ? Ce mec vient, il est vachement sympa, il a un frère qui chante dans le métro. C'est Renaud. Il y a dix ans, il chantait dans le métro et dans les cours d'immeubles. Bon on l'a connu, il était sympa, on était Chiliens, on a sympathisé. On s'est vu de temps en temps et puis il a continué sa carrière. Puis, dix ans après, il dit : "putain, vous faites du rock et tout, faites-moi écouter ce que vous faites". Alors, je lui donne une cassette et il dit : "tiens, moi, je vais monter une maison de production. Je pourrais faire votre premier disque !". C'est quand même du mécénat quelque part. Il va pas faire de l'argent, le mec, du bénéfice. Il compte pas trop sur nous pour vivre quand même. Il perd pas de l'argent, faut pas que ce soit non plus le gouffre financier.

A. : Parlez-moi un peu de vos textes.

L.E. : Dans mes chansons, je parle de gens que je connais. Des Chiliens ou des exilés qui vivent en France ; des gens qui vivent au Chili. J'ai écrit une chanson

qu'on joue pas encore, qui parle d'un type au boulot où je travaille à Paris. C'est un immigré thaïlandais. Il est venu en France pour suivre une nana qu'il aimait. Elle était venue travailler ici. Il habite dans un foyer Sonacotra. Ça fait un an qu'il a une B.M. et sa nana est partie depuis longtemps. Il a une B.M. plus grosse que celle du patron, qu'il gare sur le parking de la boîte. Alors à midi, il prend son casse-croûte, il s'assied sur la banquette arrière de sa B.M. et il mange. Mais il la sort pas, sa B.M. Une fois, il l'a sortie du parking du foyer. Il n'a plus de roue. C'est de ça que je parle. Tu peux penser que c'est politique, mais c'est une histoire d'amour. Le mec, il aime une nana et puis il se retrouve dans la merde, avec une B.M., un boulot nul, dans un pays nul. Mais faut pas chercher de signification philosophiques ou un quelconque message.

A. : Vous ne faites donc pas de chanson à message ?

L.E. : Maintenant on se rend compte que c'est pas bon les chansons à message. C'est pas de bonnes chances et en plus c'est pas de bons messages. Ce n'est ni l'un ni l'autre. Il y a des gens qui pensent que les chansons n'ont rien à voir avec la politique, c'est pas ce que je dis. Ça a un peu à voir. C'est un truc social. Mais l'action politique c'est autre chose que des chansons. L'action politique se situe sur un autre plan, c'est vachement plus logique, c'est un programme réfléchi. Quand tu chantes, il faut surtout pas réfléchir, faut que ce soit absolument émotionnel et la politique tu la fais avec ta tête. Si tu la fais avec des émotions tu vas vraiment pas loin. C'est de la vendetta, c'est du n'importe quoi. C'est pas de la politique.

A. : Vous engagez-vous politiquement ?

L.E. : Au sujet du racisme ou avec des gens qui se battent contre les dictateurs. Mais on s'engage politiquement, d'une façon directe, plus fréquemment en tant qu'individu qu'en tant que groupe. Parce que généralement, les gens qui se battent politiquement, les partis ou les mouvements politiques, veulent utiliser les artistes et vraiment dans un sens très dégueulasse. C'est-à-dire : ils te prennent dans un meeting pour que tu emmènes des gens, pour que tu égayes le spectacle, pour que ce ne soit pas juste le truc insipide où personne n'irait. Ils ne te payent pas, parce que c'est pour la cause et au fond tu vas faire ça non pas pour une cause mais pour une bande de mecs qui cherchent à prendre le pouvoir. C'est assez ambigu comme situation. Maintenant si on nous appelle pour un meeting, on fait gaffe. On peut augmenter le cachet aussi, comme ça au moins on est pris au sérieux. Tout ça c'est des gens qui peuvent et qui te manipulent. Mais dans notre groupe chacun prend ses positions. Parfois c'est contradictoire. □

Propos recueillis par

J.-L. Socram et Michel Marcos

* « Sebato's Angels » de Ana et Cacho Vasquez. Ed. La Découverte

ZONES

ZONE GRAND ECRAN

En une année et demie, l'activité anarchiste en ce qui concerne le cinéma a été particulièrement intense.

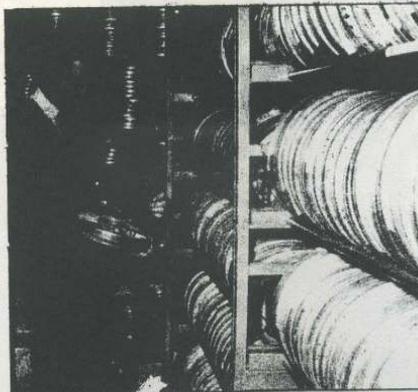
A Venise, outre la projection de classique du genre (« La Makhnovtchina », « Viva Zapata » et beaucoup d'autres), Bernard Baissat de Paris, était venu présenter lui-même ses films (« Ecoutez Jeanne Humbert », « Ecoutez May Picqueray », etc.) ; Ferro Piludu présentera également le travail réalisé en films d'animation à Rome par le « Gruppo Arrigiano Ricerche Visive » ; le collectif anarchiste de Hong-Kong, enfin, présentera son film « The Quest for a People's Theater ».

A Londres, s'est constituée une maison de distribution de copies vidéo, la « Anarchist Film Society » (121 Raillon Road, Loundon SE24). Elle diffuse des films sur l'anarchisme (« Free Voice of Labour », « Rebellion in Patagonia », « The Wobblies », sur la guerre d'Espagne, etc.), toute une série de films de Luis Bunuel, quelques films sur les squatts et des films gauche/extrême-gauche sur des luttes (tels « Harlan county USA », « Haig in Berlin » par exemple).

A Zurich, pendant un mois (du 3 mai au 1^{er} juin) le « Barackenkin Xenix » a organisé un festival de films sur l'anarchisme, des plus connus (« Malatesta », « La Cecilia », etc.) aux plus rares (« Rotmord » sur la République des conseils en Bavière en 1919, « The anarchist ans his dog », film anglais muet de 1907, une vidéo sur Jean Vigo).

Et pour bientôt, ce qui se prépare... A Turin, cet automne aura lieu un « Festival du cinéma anarchiste », d'une durée de 9 jours, organisé par l'association « Luce Nera ». Il comprendra deux sections : « films et vidéo du passé ou contemporains dont la forme et/ou le contenu reflètent le plus possible la pensée et l'esprit anarchiste », et l'autre entièrement « autogérée où chacun pourra proposer des films indépendamment de leur contenu et de leur forme ».

Vous pouvez envoyer des films en 8 mm, super 8, 16 ou 35 mm, vidéotape VHS, U-Matic, Betamax, avant le 15 novembre et obtenir tous les renseignements utiles à l'adresse suivante : Tomaso, CP 203, 10100 Torino Centro).



ZONE ANNIVERSAIRE

Le 1^{er} novembre 1910 s'achevait, à Barcelone, le Congrès Constitutif de la Confederación Nacional del Trabajo (CNT). Il y a donc 75 ans. Vous pouvez vérifier en comptant sur vos doigts...

Pour marquer cet anniversaire, de nombreuses festivités ont eu lieu de tous côtés, en Espagne. Outre des journées libertaires à Grenade et un supplément photos du Journal CNT de Madrid, chacune des deux CNT a organisé des activités commémoratives, à Barcelone ou course.

La première à ouvrir les festivités fut la CNT-AIT, en organisant du 21 octobre au 2 novembre, une quinzaine d'initiatives allant d'une série de conférence-débats jusqu'à un cycle de films, en passant par une importante exposition (co-organisée avec l'Institut Municipal d'Histoire) et un meeting de clôture. Pour sa part, la CNT-rénovée organisa une semaine, du 4 au 11 novembre, comprenant également une exposition, des débats, des projections de films et un meeting de clôture, coïncidant avec le II Congrès de la CNT de Catalogne.

A l'approche d'une autre date anniversaire, celle du cinquantenaire de la révolution espagnole de juillet 1936, le Centre de Documentation Historico-Social de Barcelone prépare une nouvelle expo sur le thème : « L'anarchisme et la guerre civile de 1936-1939 ». Pour de plus amples informations, mais aussi pour acquérir les bons de soutien lancés à cette occasion, s'adresser au : CDH-S, Montalegre 5, 08001 Barcelone, Espagne.

ZONE SUICIDE

Depuis la parution de leur livre « Suicide Mode d'Emploi », Yves Le Bonniec et Claude Guillon sont au cœur d'une polémique qui a pris la voie judiciaire. Y a-t-il oui ou non incitation au suicide ? Déjà six plaignants ont fait appel à la justice et ont été déboutés. Les pressions exercées depuis 4 ans n'ont pu obtenir le retrait du livre de la vente. « L'Association de défense contre l'incitation au suicide » ne désarme pas. Le père d'un suicidé trouvé en possession du livre revient à la charge, au bout d'un an, et cela donne contre Le Bonniec l'inculpation d'« homicide involontaire » et « non assistance à personne en danger ». Le Bonniec avait « personnalisé » ses recettes en précisant tel ou tel passage de son livre aux lecteurs le lui demandant. Il aurait dû, dit le Procureur, prendre la précaution de suggérer à son correspondant de bien réfléchir, de ne pas prendre sa décision à la légère... Mine de rien, outre la liberté d'expression sur la sellette, se profile, dans le débat porté par les ligues de vertu ou certains parlementaires de l'ordre moral, la question de la responsabilité. Mais la responsabilité de la vie faite au candidat suicidé, non. Celle des circonstances de sa mort.

Aussi ne verra-t-on pas inculper les Assedic d'avoir annoncé la fin de ses droits à ce suicidé de Castres. Mais peut-être à l'avenir poursuivra-t-on enfin la Manufacture des Armes de Saint-Etienne, ou le Règlement Intérieur des Armées, ou bien les cartouches Tunet, ou même le gaz coupable : Gaz de France. □ S. E.

ZONE SOUVENIRS

En 1886 se constituait, en Australie, le premier groupe anarchiste : le Melbourne Anarchist Club. Ainsi allait naître, aux côtés de ses homologues européens, le mouvement anarchiste australien. Un siècle plus tard, les anarchistes de cette lointaine île-continent lancent l'« Australian Anarchist Centenary Celebrations » : une série d'initiatives qui auront lieu, à Melbourne, du 1^{er} au 4 mai 1986.

L'année prochaine sera, également, une date anniversaire de plusieurs événements significatifs dans l'histoire du mouvement ouvrier en général et du mouvement libertaire en particulier : d'une part, le centenaire de l'assassinat légal, aux USA, des anarchistes entrés dans l'histoire sous le nom des « Martyrs de Chicago » (fait à l'origine du 1^{er} Mai comme journée internationale de lutte et de solidarité ouvrière) ; d'autre part, le cinquantenaire du début de la révolution espagnole (à laquelle les anarchistes prirent une grande part).

Faisant référence à ces multiples convergences, la convocation de l'« Australian Anarchist Centenary Celebrations » souligne toutefois qu'il ne s'agira pas d'initiatives exclusivement consacrées à une rétrospective historique, mais aussi de l'actualité des idées et des méthodes anarchistes. Au programme sont donc prévus une grande rencontre internationale, un festival de films, des séminaires et débats...

Pour toute information concernant aussi bien le séjour en Australie que l'envoi de contributions (théoriques mais aussi financières), s'adresser au Comité Organisateur : AACCC, P.C. Box 20, Parkville 3052, Melbourne, Australie.



THEATRE DE L'ICI ET MAINTENANT, C'ETAIT HIER

LE LIVING, DU THEATRE POUR LA VIE

JULIAN Beck est mort, le 14 septembre 1985 à New York. Anarchiste non-violent, metteur en scène, scénographe, comédien, il fut, avec Judith Malina, le fondateur du Living Theatre.

L'AVENTURE du Living Theatre, c'est d'abord une rencontre. Rencontre entre une idée et une pratique, mais aussi entre une époque et un moyen d'expression, et avant tout, rencontre de Julian Beck avec Judith Malina, les fondateurs de la compagnie.

THE LIVING THEATRE

TOUT commence à New York en 1943. Julian a 18 ans, Judith 17, tous deux d'origine juive. Ils sont tout fous de théâtre, mais aussi de poésie, de peinture et de littérature, ils discutent interminablement de tout.

Julian a quitté l'université pour peindre et écrire ; Judith prend des cours de théâtre chez Piscator au New School's Dramatic Workshop.

En 1947, ils décident de fonder leur propre troupe, elle s'appellera : « The Living Theatre ». Ils veulent que ce soit un théâtre vivant, qui joue surtout des pièces contemporaines et qui touche les hommes de notre temps. Ce doit être aussi un théâtre de répertoire, maintenant plusieurs pièces au programme et changeant d'affiche tout les soirs.

Julian et Judith impriment du papier à en-tête et écrivent à toutes les personnalités du milieu

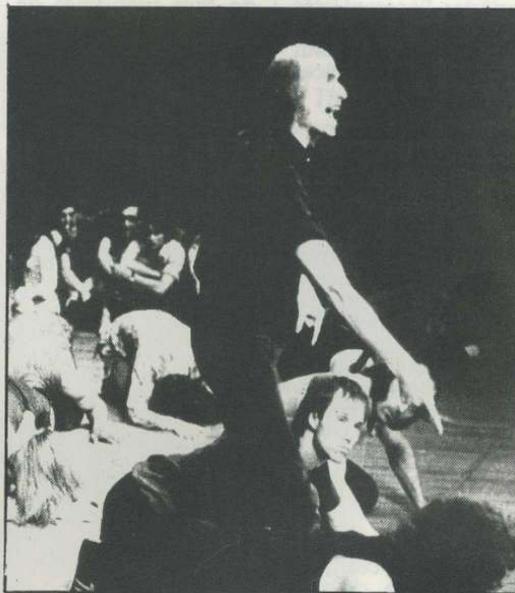
théâtral susceptibles de les aider.

Le décorateur Robert Edmond Jones leur propose un entretien qui se révélera déterminant pour l'orientation du Living Theatre. Jones écoute ces deux jeunes passionnés. Il leur dit qu'il faut renoncer aux fauteuils confortables, aux places payantes et aux grandes salles, car rien ne peut arriver dans un tel lieu, rien d'important. Il leur conseille de jouer dans des studios, dans des appartements, il leur propose même son propre studio pour commencer.

Julian et Judith sont déçus ce n'est pas ce qu'ils cherchaient, ils veulent encore forcer les portes des théâtres officiels, reconnus : « Mais nous étions jeunes, c'est notre excuse », diront-ils quelques années plus tard.

Ils chercheront encore longtemps une salle pour produire leurs spectacles.

Le 15 août 1951, ils donnent la première représentation du Living Theatre dans leur appartement de la West End Avenue. Quatre pièces au répertoire : « *Childish Jokes* » de l'anarchiste Paul Goodman, « *Ladies voices* » de Gertrude Stein, « *He Who Says Yes and He Who Says No* » de Brecht et « *The dialogue of the Manikin and the Young Man* » de Lorca.



Anarchie, poésie, théâtre oriental, automatisme, recherche sur le langage : ces pôles d'intérêt marqueront les premières années d'existence du Living.

THEATRE ET NON VIOLENCE

EN 1954, le Living s'installe dans le grenier d'une vieille maison en bois de la One Hundredth St. Dans sa nouvelle salle, « The Studio », le Living peut enfin prendre le temps de répéter convenablement ses spectacles. Il n'y a ni publicité, ni vente de billets ; à l'entrée, se trouve un panier à pain symbolique pour les contributions bénévoles.

Dès l'automne, la salle est connue et le

Living doit refuser du monde.

Le Living monte W.H. Auden, Strindberg, Cocteau, Frédérick, Pirandello, Goodman, et produit pour la première fois à New York « Phèdre » de Racine, dans une traduction de Julian et Judith.

En novembre 1955, le Département des Constructions, pour des raisons de sécurité, déclare le nombre de sièges trop élevés et impose un maximum de dix-huit personnes dans le grenier. Le Living quitte, à regret, ce lieu qui représente son idéal de fonctionnement. Mais attention, ce que l'on pourrait prendre pour du misérabilisme correspond, en fait, pour le Living, à un refus radical d'une société dans laquelle le spectacle est estimé d'après les sommes qu'a coûté la production.

De 1957 à 1963, le Living s'installe dans un immeuble de la Sixième Avenue. Cet ancien magasin de trois étages est entièrement réaménagé grâce à l'aide d'une centaine de volontaires (acteurs, peintres, danseurs, etc.). Désormais Julian et Judith vont « vivre » de leur théâtre tout en s'arrangeant pour participer aux manifestations pacifistes. Ils seront jetés une demi-douzaine de fois en prison pour leur lutte contre les exercices de défense civile.

LE TEMPS DU MAL

L'EVOLUTION logique du Living Theatre le rapprochera des théories d'Artaud sur le « Théâtre de la cruauté ». Ne veulent-ils pas, eux aussi, que l'homme retourne à une manière de vivre et de sentir moins frelatée ?

Dès lors, le Living prendra des positions clairement anarchistes et non-violentes. Julian Beck déclarera : « Nous avons fait de nous des monstres sans cœur qui font la guerre, qui brûlent et gazent, (...) qui soumettent les noirs à l'esclavage, qui inventent des armes bactériologiques, qui détruisent Carthage et Hiroshima, qui humilient et écrasent (...), qui anéantissent les indiens, les bisons, qui exploitent les péons, (...) qui ont inventé potence, garrot, poulie, guillotine, chaise électrique, chambre à gaz, peloton d'exécution, qui enlèvent à l'aube les jeunes hommes pour leur apprendre délibérément à tuer, (...) alors que toute les six secondes un homme meurt de faim ».

Le Living affirmera sa conviction que chacun de nous est personnellement responsable de la façon dont va le monde, et refusant de désigner du doigt les coupables, il se borne, parfois, à indiquer des degrés dans la culpabilité.

Ces théories de la « culpabilité collective » seront d'ailleurs violem-

ment critiquées, pendant les tournées européennes, par des créateurs comme Planchon, mais aussi par des libertaires qui jugeront ces théories un peu trop simplifiées.

EXIL VOLONTAIRE

DANS les années 1960, le Living se trouve confronté à de gros problèmes de

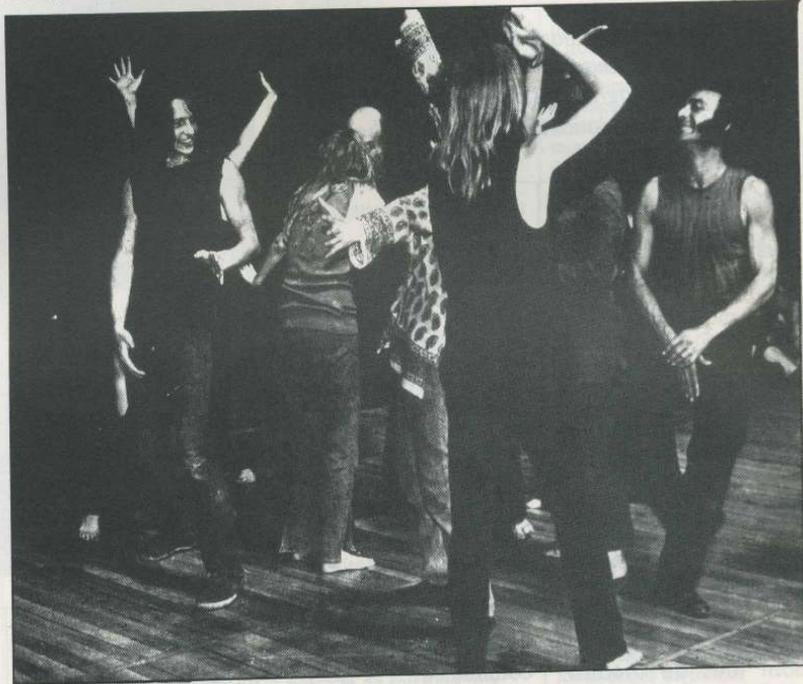
trésorerie. Malgré le grand nombre de prix remportés par la troupe (trois Prix au Théâtre des Nations), les fondations refusent de subventionner la compagnie sous prétexte que le Living « ne payait pas suffisamment ses acteurs pour garantir un niveau de professionnalisme ».

Pour la première fois le Living ne peut payer ses impôts, ce qui entraîne la saisie de son

théâtre et, par contre-coup, une série d'actions pour empêcher cette saisie. Julian et Judith seront même entraînés devant les tribunaux. Julian fera soixante jours de prison et Judith trente.

A la suite de ces événements, le Living décide de s'exiler volontairement et profite d'un contrat à Londres pour s'installer en Europe.

Quand surviennent



les révoltes de Mai 1968, le Living est en France. Julian Beck est même invité par J.-L. Barrault à la prise de l'Odéon où, pour symboliser la volonté de changer de vie, bon nombre de billets de banque sont brûlés (Gainsbourg ringard !). Le Living est alors invité, par Jean Vilar, au festival d'Avignon avec son spectacle : « Paradise Now ». La venue de la troupe dans la cité des Papes provoque une grande agitation, des groupes néofascistes attaquent même le lieu où joue le Living.

Les représentations de Paradise Now sont arrêtées le troisième jour à cause de gros différends avec la mairie (P.S.U.).

En septembre 1968, le Living Theatre revient aux Etats-Unis pour une tournée, mais refuse toujours de s'y réinstaller.

De retour en Europe, sous l'impulsion de Julian et Judith, le Living, tout en continuant ses créations, va mettre l'accent sur le développement, à l'intérieur même du groupe, de la vie communautaire : le plus important n'est-il pas de démontrer que la vie selon les principes anarchistes n'est pas une utopie ?

Dans les années 70, afin d'approfondir sa recherche, le Living se divise en trois groupes. Celui de Julian et Judith s'installe au Brésil, d'où il se fera expulser après un emprisonnement pour activités subversives.

LE LIVING EST MORT

DE retour en Europe, les tournées du Living cessent peu à peu de remuer les foules. La dernière tournée en 1981 passe quasiment inaperçue. Le Living est mort ?

Julian Beck passera quelques temps en France, grâce à une subvention de Lang, mais le théâtre de « l'ici et maintenant » n'est plus qu'un théâtre d'hier.

Coup de chapeau et rappel tout de même, car si le théâtre est l'art de l'éphémère, le Living Theatre aura marqué, modifié, dérangé, pendant près de quarante ans, l'expression même de la création artistique.

Trémops

BLUE-JEAN

LA DETTE AU LIVING

A l'occasion de son spectacle : « *Tout Homme* » (1969), le « *Théâtre de l'Acte* » a pu échanger son expérience de

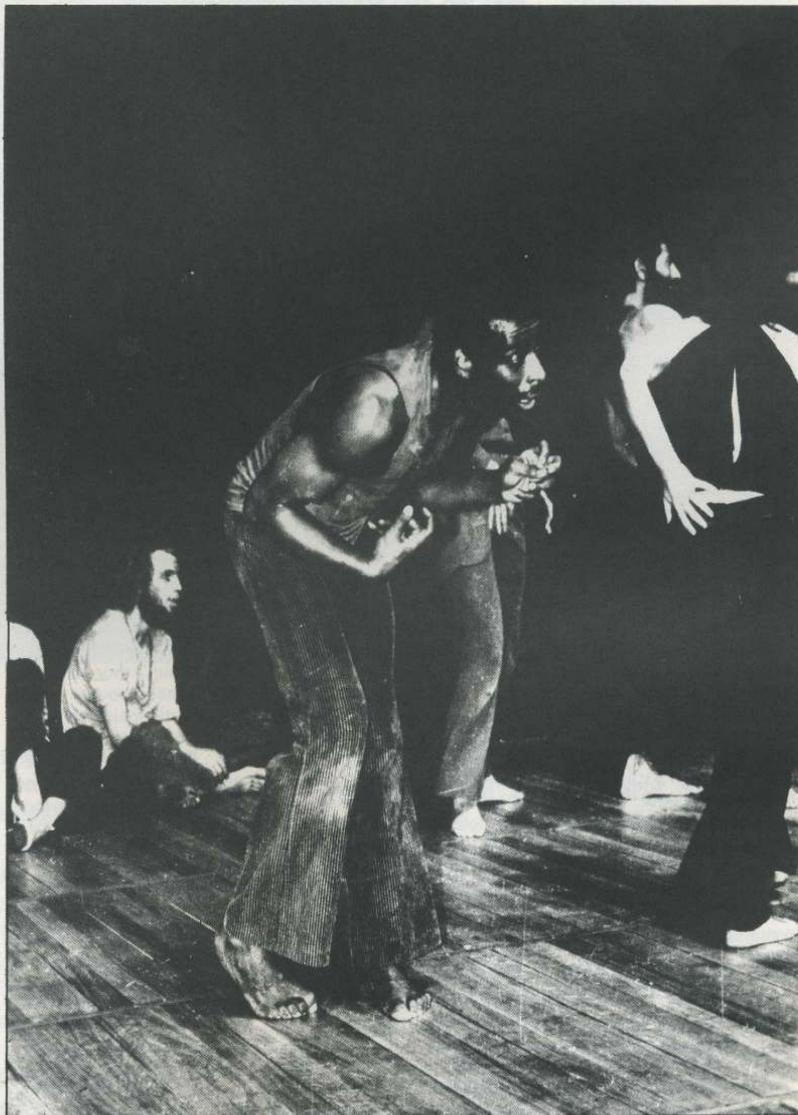
travail avec le « *Living Theatre* ». Michel Mathieu, l'un des fondateurs de cette troupe, raconte.

Agora : Dans quelle mesure le Living a-t-il modifié ta pratique théâtrale ?

Michel Mathieu : Dans les années 1967 à 1974, le Living, pour beaucoup de groupes indépendants, a été un véritable phare parce que la compagnie américaine se trouvait au croisement précis de deux forces historiques : d'un côté la révolution interne du champ théâtral, un questionnement s'appuyant sur Brecht et Artaud essentiellement ; de l'autre le mouvement de contestation mondial, politique, culturel, moral qui semblait sonner le glas du « vieux monde »...

Le groupe était exemplaire, parce qu'il a réalisé, à un moment, la véritable jonction entre les exigences et les désirs révolutionnaires diffus qui existaient dans la tête de millions de gens, à ce moment-là, et la création d'un langage théâtral, débarrassé de tous ses oripeaux, qui tentait de renouer avec son essence. Il y avait là, c'est en tout cas ainsi que nous avons perçu le Living, la volonté de créer une communauté humaine, révolutionnaire par son fonctionnement interne, libertaire par son obstination à interpeller l'ensemble de la société à tous ses noeuds de violence, de domination, d'exploitation.

L'exemple du Living nous a donné, en 1969, le courage de couper nos liens individuels avec la société, pour nous définir collectivement. Nous avons alors créé notre propre communauté au « château de Persin-Bas » et, à côté de spectacles qui nous faisaient



vivre, nous menions toute une activité de « théâtre de rue ou d'intervention » en rapport avec le mouvement social. Voilà notre première « dette » au Living.

Sur le plan du travail théâtral lui-même, beaucoup d'exercices visant à libérer la spontanéité de l'acteur, à développer son imagination corporelle et à favoriser la créativité collective, nous ont été apportés par le Living, plus exactement par Jo, qui fut ensuite le créateur de l'Open Theatre.

Le Living, c'était aussi le « blue-jean », c'est-à-dire la relation directe avec le public, en sautant par-dessus tout ce qui peut être considéré comme « l'accessoire » de théâtre : costumes, lumières, décors. Là, le Living se retrouvait sur la même ligne qu'un autre grand créateur : Grotowski.

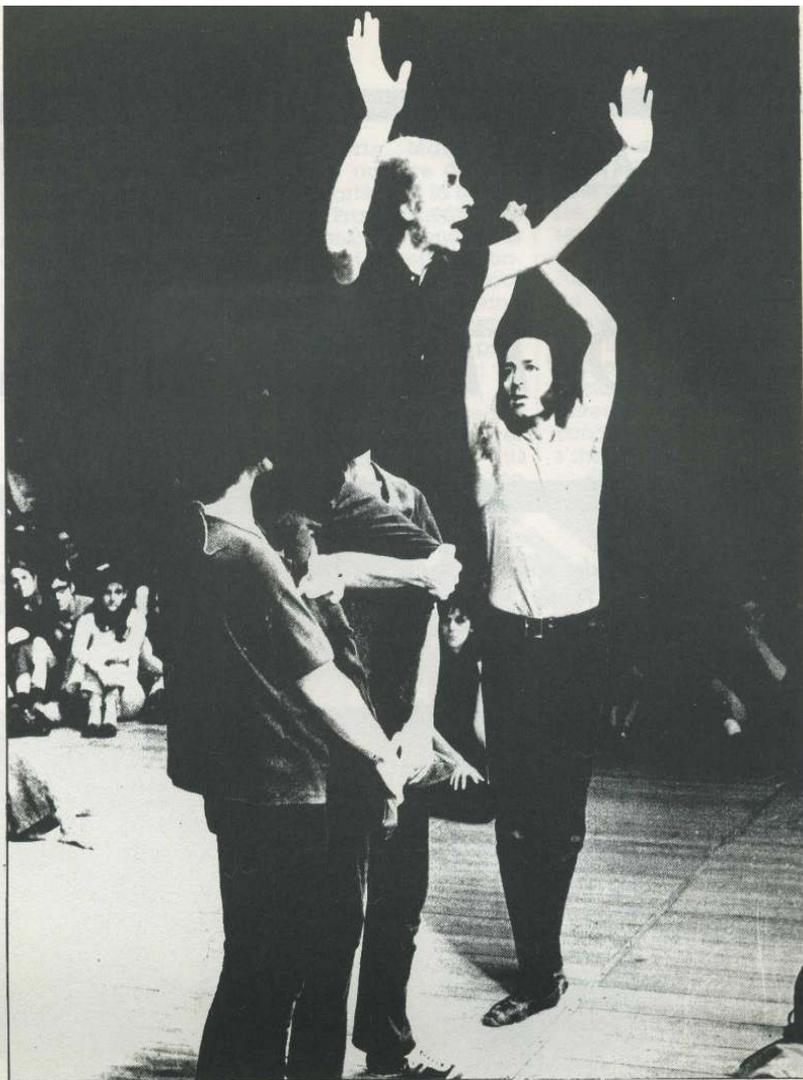
A. : Le théâtre style Living est-il encore possible en 1985 ?

M.M. : « Style Living » certainement pas, justement parce qu'il y a eu un « style Living », une mode, un code qui devenait tout aussi enfermant que ceux qui l'avaient précédé. Sous prétexte de faire participer le public, ou de rechercher le cri de la révolte, toutes sortes de spectacles bâclés ont vu le jour. Ce qui était une véritable recherche, dans le cas du Living, à la fois personnelle, impliquante et dangereuse, très concrète, a souvent été prise comme une collection de recettes. Ça a donné un « genre », et quand il y a un genre, on peut déjà dire que la vie a fui.

Le Living lui-même, à mon sens, après son action au Brésil (Sept Méditations, 1974), s'est laissé enfermer dans une image, ou plutôt dans un discours fourrieriste qui ne reconstruit plus tellement la pratique théâtrale. Il n'y avait plus cette miraculeuse jonction artistique/politique qui avait fait la force révolutionnaire du groupe. Restait un discours fort loin des situations sociales concrètes et vécues pour le public qui le recevait, en France tout au moins.

Puis la troupe a repris « Antigone » de Brecht. Peut-être que, malgré la mort de Julian Beck, la compagnie trouvera un nouveau souffle.

Mais ce n'est pas tant, dans le cas du Living, les formes qui sont les plus importantes,



mais les exigences, et cela n'a pas pris une ride, cela redevient même, à mon sens, bigrement actuel. Car ce qu'ils ont dit, c'est que le théâtre est un acte qui, par rapport au public, engage le groupe des acteurs, engage la personne individuelle de l'acteur en totalité : dans son corps, son cri, comme dans son cerveau, dans ses convictions philosophiques, dans ses choix politiques et historiques.

A l'heure où la vie du théâtre tend à se replier étroitement sur sa sphère et où les spectacles ne se pensent, le plus souvent, que comme des produits finis, conçus pour n'être que les plus performants sur un marché saturé : il faut se souvenir de la pensée et de l'action du Living. Il faut espérer qu'au moment où les discours racistes et chauvins rivalisent de tous côtés pour combler le vide de la pensée politique, cette expérience nous aide à retrouver, à notre façon, ce qui n'est somme toute qu'une santé fondamentale... un sursaut

face à cette anesthésie galopante qui est la vraie figure redoutable de ce fameux « consensus ».

A. : Le théâtre peut-il être un moyen privilégié de communication révolutionnaire ?

M.M. : Question très théorique ! Pas de pratique révolutionnaire sans révolution. Et aujourd'hui, à mon sens, on a bien du mal à trouver un projet révolutionnaire, en termes politiques classiques en tous cas. Peut-être vaudrait-il mieux parler de phénomènes d'implosion, peut-être le mouvement social émancipateur se poursuit-il en dehors des chemins déjà décrits par la pensée critique des grands classiques... ? Peut-être, au contraire, sommes-nous en attente d'une nouvelle pensée qui rende à l'initiative révolutionnaire une vraie cohérence et nous fasse sortir du dilemme capital/terrorisme.

Personnellement je n'ai que des doutes, mais c'est comme des milliers de gens, je sais ce que je refuse ; il doit bien y

avoir là-dedans une énergie, celle qui ouvre des possibles.

Pour répondre à cette question je crois, en effet, que le théâtre est un moyen privilégié de communication révolutionnaire, s'il se greffe sur un mouvement qui le soit. Mais en son absence, il peut au moins être un acte hygiénique, c'est-à-dire que le théâtre peut essorer les esprits, débloquent tout ce que déversent dans nos têtes les discours dominants, mais pour cela il doit commencer par s'étriller lui-même et après basta !

Privilégié ? Oui, parce que le théâtre fonctionne sans médiation, c'est une relation brute, unique, et en un sens archaïque. C'est ce qui, paradoxalement, fait son avenir dans un univers où tout se médiatise de plus en plus. Le théâtre reste ce lieu de rencontre directe. C'est son privilège, c'est ce qu'il doit sans arrêt chercher d'être.

(Propos recueillis par Claude Ariso)

Théâtre de l'Acte 32, rue des Blanchers
31000 Toulouse

COPYRIGHT

U.R.S.S.

LA FACE CACHEE DU GOULAG



O NEGLAG, 50 camps, 60 000 zeks en 2 grandes entreprises ; Boksitstroitrest (bauxite) et Onegs-petles (bois) ; siège à Plessetsk ; Kargapollag, 30 camps, 20 000 zeks (bois), siège à Kargapol ; Sollag, 15 camps, 20 000 zeks, mines de potasse, siège à Solvytchégorisk ; Doubrovlag, restent 7 camps, activités diverses, en Mordovie, siège à Potma ou Sosnovka ; Perm, environ 30 camps, activités diverses, siège à Koungour sous-groupe de camps pour prisonniers politiques, siège à

Vsesvyatskaya ; Ivdel, environ 10 camps, plus de 10 000 zeks (bois) ; Severiyraksj (bois) ; Garyi, 12 camps au moins, 8 000 zeks (bois) ; Sosva (bois) ; Tabouri ; Tavda, au moins 10 camps (bois) ; Kychtovka, 4 camps (mines d'uranium) ; Venguerovo, 6 camps, 5 000 zeks (bois) ; Mochkovo, 9 camps dont 3 de femmes, 12 000 zeks (bois) ; Birilyoussi, 11 camps ; Kraslag, 30 à 50 camps, siège à Taïchet ; Kitoilag (bois) ; Tetchlag, siège à Syktyvkar ; Petchlag (mines et bois), siège à Petchora ; Vorkoutlag, 10 000 zeks (Mines).

VOL AU-DESSUS DU GOULAG

LE Goulag ne fait plus la une. Le devant de la scène n'appartient qu'au Grand Dissident, le Sakharov de la bombe H. Derrière lui, tout paraît vide. Le sourire de Gorbatchev aurait-il, d'un coup de faucille magique, fait disparaître l'« exil intérieur » soviétique ?

LES OTAGES DU SOCIALISME BLINDE

QUELQUES-UNS de ceux qui peuplent aujourd'hui le Goulag :

- V. Klebanov (hôpital psychiatrique) et A. Zhobov, membres du conseil des représentants du SMOT.
- N. Lazareva (en camp), éditrice de l'anthologie féministe Mariya.
- V. Aroutounian (en camp), membre de l'Union des Jeunes Arméniens.
- A. Chtcharanski (en prison), membre du groupe Helsinki.
- G. Yakounine (en camp), prêtre orthodoxe.
- A. Martchenko (en prison), porte-parole du mouvement pour le retour des Tatars en Crimée.
- D. Choumouk (en prison depuis 30 ans), défenseur des droits nationaux en Ukraine.
- M. Rivkin (en camp), membre du groupe Socialiste et Avenir.
- A. Isoukov et I. Lopotoukhina, membre de « l'opposition de gauche » de Léningrad.
- V. Abramkine, rédacteur de la revue samizdat Poiski.
- V. Albrecht, fondateur du groupe Amnesty à Moscou.
- T. Velikanova (en camp), initiatrice du groupe pour la défense des droits de l'homme en URSS et éditrice de la « Chronique des événements courants ».

Quelques noms qui ont fait l'objet d'une pétition parue dans « Le Monde » lors de la venue de Gorbatchev en France. Les signataires exigent, entre autres : « La libération immédiate des prisonniers politiques et de conscience... La droit pour les travailleurs, les femmes, les nationalités opprimées à s'organiser librement, pour leurs revendications et leur émancipation... ».



LES jeux olympiques de Moscou, en 1980, ont donné lieu à un colossal ratissage des dissidents. A la même date, l'éclatante faillite des accords d'Helsinki a permis aux organes soviétiques de répression de s'affiner. Andropov a pu ainsi, sans publicité, accroître les pouvoirs du KGB et de la milice. Il a contribué à faire tomber une lourde chape de plomb sur le Goulag. Gorbatchev a donc hérité d'un monde souterrain à peu près totalement muselé.

LES EXILES INVOLONTAIRES

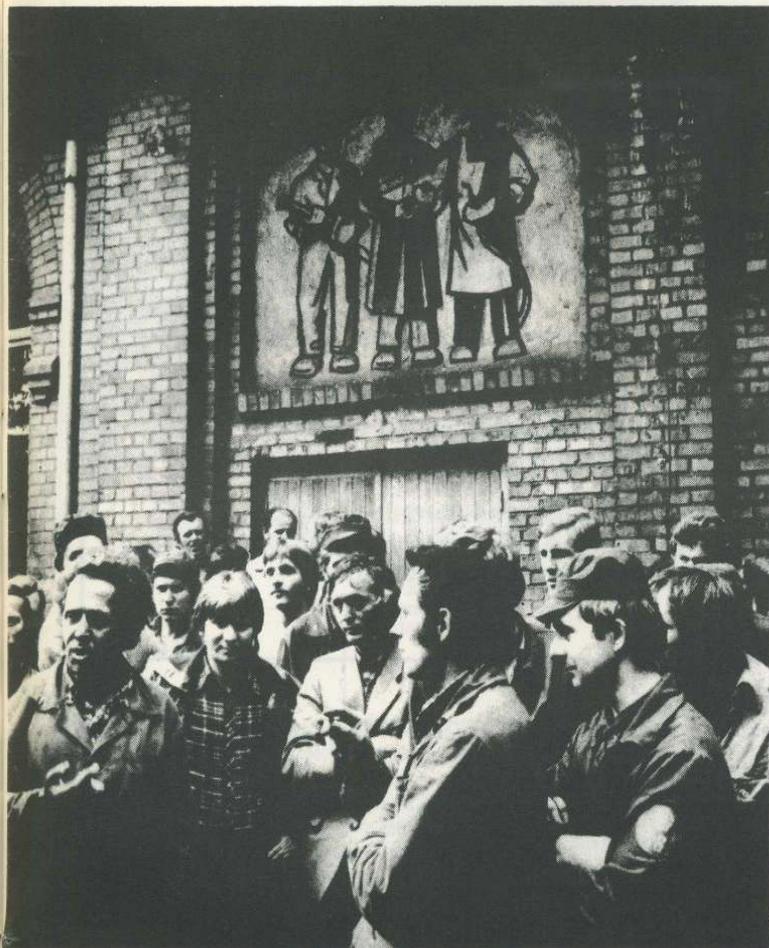
LE Goulag n'est plus aujourd'hui l'immense archipel des années 50. Selon les sources, sa population serait de 1,7 millions ou de 2,7 millions de prisonniers ; les Zeks.

Le Goulag a aussi changé de visage. Officiellement, il n'y a aucun prisonnier politique. Depuis 1983, le nombre de « fainéants », « parasites », « hooligans » a augmenté. De même, les détenus pour raisons religieuses sont aujourd'hui plus nombreux. Pour tous ces prisonniers, la situation pénale a été aggravée

depuis peu. L'« exil » reste toujours très long : 10 à 15 ans (lorsqu'il n'y a pas de « motif », la peine reste prévue à 5 ans). Mais, depuis 1983, la loi prévoit pour les détenus convaincus de « désobéissance délibérée » envers le personnel d'encadrement, 5 ans de prison de plus. Les jugements sont alors rendus à huis clos, bien sûr. Le goulag continue d'être ainsi, le meilleur organisme de régulation sociale du pays du « socialisme réel ».

LE MONDE SOUTERRAIN

LE Goulag n'est pas un ensemble homogène. Selon les sources les plus sérieuses, il y aurait 1976 « colonies de travail collectif » (sic) divisées en quatre catégories allant de « l'ordinaire » au « spécial », en passant par l'« intensif » et le « sévère ». Parmi ces camps, 120 environ seraient attribués aux enfants de plus de deux ans et aux adolescents. Et ce n'est pas tout. A cette panoplie répressive s'ajoutent 373 prisons et 85 hôpitaux psychiatriques dont on connaît la valeur curative... Mais, contrairement à une idée fort répandue en Europe, tous les camps ne sont pas perdus



dans l'enfer sibérien. Au contraire, ils sont surtout implantés dans la partie européenne de l'URSS et le long d'une ligne méridionale allant de Moscou en Sibérie. En termes plus clairs, disons que la carte des camps se superpose parfaitement sur celle de la population soviétique.

Les 3/4 des zeks (2/3 des camps) vivent donc en contact étroit avec les « non exilés ». Pour ces derniers, l'exemple constant, sous leurs yeux, de la répression, contribue à une meilleure « intégration » dans le consensus social. Comment le pouvoir se passerait-il des camps dans ces conditions ? Où trouverait-il une meilleure force de dissuasion que celle qui est fournie par les 40 000 zeks de Moscou, les 20 000 de Léninegrad, les 30 000 de Gorki et autant dans toutes les grandes villes ?

LE TRAVAIL FORCE

LES zeks représentent avant tout deux millions d'actifs. Après avoir contribué massivement à l'édification de la puissance industrielle de l'époque stalinienne, ils restent aujourd'hui une main d'œuvre bien

ancrée dans le processus de production. Le Goulag est ainsi la plus grosse (et la seule) entreprise de travail intérimaire du pays. Son personnel est assimilable à des travailleurs immigrés « flexibles » et corvéables à merci.

Les zeks ne perçoivent qu'un maigre salaire, toujours retenu pour « frais de pension » ! Ils ne coûtent rien à l'Etat-employeur. Leurs activités restent le plus souvent limitées aux travaux pénibles dans les chantiers, les mines, l'abatage de bois et, pour 15 % d'entre eux, dans le secteur militaire. Il est difficile de chiffrer ces activités qui n'apparaissent dans aucune statistique, et pour cause... Cependant, tous les zeks travaillent, à l'exception de ceux qui sont en hôpital psychiatrique. Ceci est même institutionnalisé. Ainsi, la célèbre prison Kresty de Léninegrad est décorée de l'enseigne « cartonnerie » qui indique clairement la nature du travail effectué par les zeks qui la peuplent.

Dans les zones les plus dynamiques, les zeks participent à toute une série d'activités. De la grande industrie à la petite mécanique, en passant par la pêche et « l'authentique » artisanat « populaire » (les poupées russes), les zeks sont partout. Et les camps urbains sont les plus

nombreux. Les 33 « colonies » de Moscou sont loin d'être inactives.

Contrairement à ce qui est souvent dit, la production du Goulag n'est pas marginale. Elle est désormais parfaitement inscrite dans un processus général. Même si cette main d'œuvre est, peut-être, moins productive qu'ailleurs, il est difficile de chiffrer la différence. Les limites de la productivité « normale » en URSS ne sont plus à démontrer. Ainsi, le Goulag est devenu un « sous-système » dans la régularisation de la production et de l'emploi en URSS.

Aujourd'hui, le Goulag ne peut plus passer pour une entité monstrueuse sortie de l'imagination démoniaque de Staline. Au contraire, c'est maintenant une institution « banale » qui fait partie intégrale des structures politiques et économiques de l'URSS.

Gorbatchev peut sourire. L'Occident s'intéresse de temps en temps aux droits de l'homme en URSS. Mais il ignore superbement ce lumpen-prolétariat désormais banalisé. □

H. Winter

PETITE GEOGRAPHIE DE LA PRODUCTION ZEK

- Mines d'uranium : camp du Tadjikistan, de Vologda, de Kirov... (l'URSS est le premier producteur mondial).
- Mines de plomb : camps du bassin de l'Irtych, de l'Oural, de Turkmenie, autour de Norilak... (l'URSS est le premier producteur mondial).
- Mines de cuivre : camps du Kazakhstan. URSS, 2^e producteur mondial.
- Mines d'or : camps d'Irkoutsk et de Iakoutie. URSS, 2^e producteur mondial.
- Mécanique agricole : camps de Voïgograd, de Kologriv, de Lvov, de Kremy...
- Construction automobile : camps de Gorky, de Mordovie...
- Chantiers navals : camps de Léninegrad, de Kherson...
- Petite mécanique (serrures, systèmes de sécurité et menottes) : camps de Léninegrad, de Tambov...
- Fabrication nucléaire : camps de Novossibirsk et de Tcheliabinsk...
- Entretien de sous-marins nucléaires : camps d'Estonie, d'Arkhangelsk, du Kamtchatka, de Vladivostok...

TRAVAIL FORCE

LES « CHIMISTES » DE TCHEREPOVETS

CE texte est tiré des « Notes d'un marginal » publiée en samizdat à Moscou. Nous en publions quelques extraits en terme de plongée dans l'univers concentrationnaire.

La ville de Tcherepovets, située au nord de la région de Volgograd, n'a en fait rien à voir avec une ville. Ce serait plutôt un gigantesque complexe industriel.

LE RECRUTEMENT OBLIGATOIRE

Il y a le combinat métallurgique, celui des engrais azotés et des dizaines d'autres. La nuit, comme le jour, des nuages de fumée nauséabonde sont suspendus au-dessus de la ville. J'ignore quelles sont les conséquences sur le milieu, elles sont de toute évidence mauvaises.

Les jeunes gens nés à Tcherepovets et qui ont vécu sans interruption jusqu'à 18 ans sont exemptés des obligations militaires. La population de Tcherepovets n'est pas très importante : 280 000 personnes. Plus de 20 000 « chimistes ». Ces 20 000 « chimistes » n'ont aucun lien avec le ministère de l'Industrie Chimique. Ils relèvent de la compétence... du ministère de l'Intérieur.

A l'époque de Krouchtchev, le Goulag avait commencé par rétrécir. Il s'était même légèrement dépeuplé par rapport à la période précédente. Mais, très vite, il apparut que les grands chantiers du communisme ne pouvaient être menés à bien sur la base du seul enthousiasme... Les économistes s'en sont mêlés en déclarant que le travail d'esclaves n'est pas rentable économiquement. Et puis face à l'étranger ce n'était pas très bon. Le monde connaissait déjà trop de choses sur le Goulag... Nos tribunaux se sont mis à prononcer de plus en plus souvent des condamnations avec sursis. Avec « sursis », oui, mais avec « recrutement obligatoire » pour aller travailler dans les endroits déterminés par les organes dont dépend l'exécution de la condamnation... C'est ainsi que je me suis retrouvé « chimiste » à Tcherepovets.

L'ILLUSION DE LA LIBERTÉ

La majorité des « chimistes » est recrutée pour aller travailler dans les endroits déterminés par les organismes en question, non pas à la suite d'une condamnation par un tribunal, mais à la suite d'une décision de l'administration du camp... Avant, on pouvait bénéficier, lorsqu'on arrivait à la moitié, aux 2/3 ou aux 3/4 de sa peine (cela dépendait de la lourdeur de la peine et ne s'appliquait qu'aux droits communs) d'une libération « anticipée avec sursis ». Aujourd'hui, arrivé au même point, tu ne retrouves pas la liberté mais « la chimie » qui ne se distingue de la zone du camp que par l'illusion de la liberté. Il n'y a plus ni miradors avec mitrailleuses, ni barbelés, ni escortes...

Essayez de vous représenter le foyer des « chimistes ». C'est un bâtiment de 4 étages. Au premier se trouve le poste de commandement avec une garde assurée 24 heures sur 24, par un détachement de la milice. Les autres étages sont réservés aux « chimistes ». Voici la pièce où j'ai vécu : 8 mètres carrés pour 8 personnes. Dans le corridor, une seule installation sanitaire...

L'ESCLAVAGE NON SALAIRE

On ne demande pas leur accord aux « chimistes ». On les utilise comme des esclaves. Pour prendre un exemple : couler du béton à ciel ouvert par moins

40°... Les médecins ont reçu l'instruction non écrite de refuser aux « chimistes » des arrêts de travail pour cause de maladie. Si un « chimiste » est envoyé à l'hôpital, il ne reçoit aucun salaire pendant toute la durée de sa maladie. La moindre faute (un retard au travail, ou au contrôle du soir, la non-exécution des normes de travail ou une injure jaillie du fond du cœur à l'adresse de l'administration) et l'on renvoie le « chimiste » au camp. De plus, le temps qu'il a passé à ces travaux forcés pénibles n'est pas pris en considération dans le décompte de sa peine. Les « chimistes » comprennent parfaitement le caractère illusoire de leur liberté. La majorité considère la « chimie » comme un répit de courte durée... Notre économie n'est pas en état de renoncer à l'utilisation du travail forcé et, par conséquent, pratiquement gratuit. Il reste à dénombrer combien il y a chez nous de Tcherepovets : des centaines ? des milliers ? Il ne m'a pas été donné de connaître ce chiffre. □

Mark Deutch
(Moscou 1981)



MÉGAPHONE

Cette fois-ci, ça bouge peu mais ça écrit beaucoup.
On ne peut pas tout faire...



DARE-DARE

« Dare-Dare », le trimestriel du roman noir vient de publier son premier numéro. Pourquoi « Dare-Dare »? C'est bien sûr le titre d'un livre de Chester Himes, mais c'est aussi le nom d'un anar (Dardare) qui, un jour de Premier Mai, fut pris dans une bataille rangée avec les flics. Cette revue se trouve ainsi placée sous le double signe du roman noir et de la révolte, tout en essayant de se démarquer d'une certaine esthétique de la violence. Elle vaut IOF... et le détour. Dans cette première livraison : un entretien avec Daeninckx, l'auteur de « Meurtres pour mémoire ». A commander à : « Dare-Dare », 145 rue Amélot, 75011 Paris.

FAITES PASSER

Une bibliothèque antimilitariste et une permanence objection viennent de se créer à Bordeaux. La permanence se déroulera tous les lundis de 17 à 19 h au 7 rue du Muguet. Pour tout contact, écrire à la même adresse ou téléphoner au 56 81 01 91.

PRENDRE DATE

1986, Année internationale de la Paix (selon l'ONU). A cette occasion, « Non-violence Politique », le mensuel d'information et de réflexion sur la non-violence en France et dans le monde, vient d'éditer un « Calendrier de la Paix 1986 ». Celui-ci est illustré spécialement par le grand dessinateur espagnol Joan Gomez. De l'humour, de la tendresse, pour parler de paix, de justice, de droits de l'homme... Douze rendez-vous à ne pas manquer! Prix : 30 F à « Non-Violence Politique », 20 rue du Dévidet, 45200 Montargis.

AVEC ADRESSE

Le CPCL, centre de propagande et de culture libertaire, (association loi 1901), existe depuis le mois de juillet 1983. Dès décembre 1983 il a ouvert une librairie associative et un centre de documentation libertaire au 17 rue Victor Hugo à Rennes. Pendant deux ans le centre a organisé divers débats publics. Et cela se poursuit. Mais, attention, ils ont changé d'adresse et se sont maintenant installés au 56 rue Poullain-Duparc à Rennes.

SANS FRONTIÈRES

La première Rencontre internationale des libertaires engagés dans les luttes de libération nationales et dans le soutien aux peuples opprimés est convoquée pour fin 85 à Guasila près de Cagliari. Les organisateurs de la rencontre sont les journaux « Sardennia contras a s'Istadu », « Sicilia Libertaria » et la Fédération Anarcho-Communiste catalane. Pour de plus amples renseignements on écrit à : Costantino Cavalleri, CP 19, 09040 Guasila (ca).



FANZINE NOIR

Ils en sont au n°2 et nous n'en savons rien. « Vivre libre ou mourir! », nouveau fanzine anar qui, tous les mois, bat le tam-tam de la révolte du côté de Liège. Menu traditionnel : rock, insoumission et textes drapeaux. Pour se tenir éveillés dans cette période ensommeillée. « Vivre libre ou mourir », A. Renotte, 5 rue Vieux Temps, 4000 Liège.

VERTIGE DU SUCCES

Après plus de cinq ans d'existence, « Iztok », revue libertaire sur les Pays de l'Est, change de formule. Le nombre croissant d'articles ou d'informations dont elle dispose, la nécessité d'améliorer la présentation artisanale de la revue et un renforcement du groupe éditeur l'ont amené à changer sa formule pour essayer d'augmenter son audience. « Iztok » sera désormais photocomposé, la maquette rajeunie, la périodicité trimestrielle. La revue a de plus un projet de

« Lettre apériodique » qui lui permettra de publier un certain nombre d'informations qui ne peuvent entrer dans la revue pour des raisons de place ou de délais. Au sommaire du n°11 de septembre 85 : dossier surréalisme à l'Est, Cuba : un romancier sur un bateau gonflable, Bulgarie : littérature engagée... A dévorer. « Iztok », BP 161-09, 75422 Paris cédex 09.

ALLO, J'ECOUTE

Le numéro 7 du « Magazine Libertaire » a pour thème l'« Histoire(s) de radio(s) libertaire(s), cette radio sans dieu ni maître et sans pub qui a réussi à s'imposer, à la force des luttes, dans la jungle des fréquences. Un numéro du « Magazine Libertaire » est toujours un régal pour les yeux (malgré, ce coup-ci, une légère régression avec l'abandon de la photocomposition). Ce numéro à peine sorti, c'est déjà de l'histoire à avoir absolument sur ses étagères. « Magazine Libertaire » 145 rue Amélot, 75011 Paris.

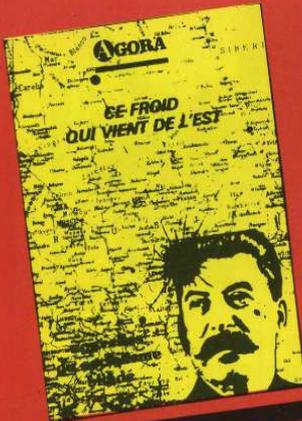
ИЗТОК

ПЕРИОДИЧНО СПИСАНИЕ

REVUE PERIODIQUE DES PAYS DE L'EST

UN REGARD LIBERTAIRE

AGORA, B.P. 3098, 31026 TOULOUSE CEDEX



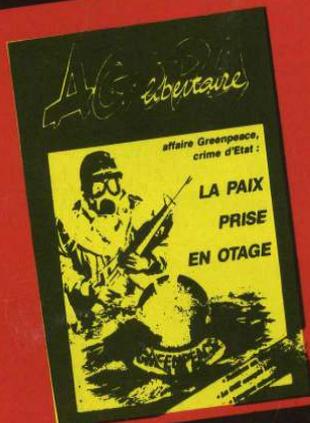
**CE FROID QUI
VIENT DE L'EST**

numéro spécial
nouvelles du
socialisme blindé
36 p., 20 F



**ANARCHY-COMIX
BANDES DESSINÉES**

numéro spécial
les crayons noirs
de l'espoir
36 p., 30 F



**AGORA LIBERTAIRE
REVUE BIMESTRIELLE**

la revue qui
affiche
la liberté
5 n°, 1 an, 125 F

